La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE

Montréal,
dimanche 22 mars 1998
114e année No 150
54 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,65 $ U.S.

AILES
LES AILES DE LA MODE
MAIL CHAMPLAIN CARREFOUR LAVAL

4

Hockey

5

4

page S3

La Personnalité de la semaine
Judes Poirier
page A14

Crise en **Asie**

L'islam high tech de la Malaisie
page A10

Stéphane Laporte
Les Oscars et le peuple
page A5

Chrétien derrière Charest

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Discret au cours des dernières semaines sur le passage probable de Jean Charest à la tête du Parti libéral du Québec, le premier ministre Jean Chrétien s'est engagé formellement hier devant le congrès de son parti à épauler son adversaire conservateur s'il se lance dans la bataille contre Lucien Bouchard.

« Apparemment, M. Charest deviendra chef du Parti libéral du Québec et je vais travailler avec lui, d'ailleurs j'ai déjà travaillé avec lui au référendum », a lancé M. Chrétien aux 2000 militants libéraux réunis en congrès biennal toute la fin de semaine à Ottawa.

Il s'agit d'un appui clair et net de la part du chef libéral plutôt tiède sur ce sujet jusqu'à présent. Le jour même de l'annonce de la démission de Daniel Johnson, Jean Chrétien avait simplement dit que M. Charest « serait un bon chef pour le Parti libéral du Québec », se défendant toutefois de tenter d'influencer le choix des militants libéraux provinciaux.

Maintenant que ses collègues ministres Pierre Pettigrew et Lucienne Robillard ont décidé de laisser la voie libre au chef conservateur, le premier ministre se sent plus à l'aise d'afficher ses préférences. Et pour cause, tous les sondages, dont le CROP publié hier dans nos pages, donnent les libéraux de Charest vainqueur sur le Parti québécois de Lucien Bouchard.

Le premier ministre n'est pas le seul membre du Parti libéral du Canada à se préoccuper de l'avenir du « chef du cinquième parti fédéral », comme le nomment les libéraux pour se moquer. Jean Charest, qui poursuit toujours sa réflexion, occupe beaucoup de place au congrès biennal. En fait, la succession de Daniel Johnson prend autant sinon plus de place que les sujets de débat inscrits à l'ordre du jour.

C'est particulièrement vrai pour l'organisateur des libéraux fédéraux au Québec et ancien ministre de Robert Bourassa, Marc-Yvan Côté, qui se dit prêt à reprendre du service pour le PLQ si Jean Charest en prend les commandes.

■ **Soins de santé: les libéraux lancent un S.O.S / page A4**

Voir **CHRÉTIEN** *en A2*

AU PAYS DES OSCARS

Le roi Leo

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale,
LOS ANGELES

Nicole Rappa a vu *Titanic* trois fois, mais le film du réalisateur canadien James Cameron, en nomination pour 14 Oscars, est loin d'être une réussite complète à ses yeux.

« Parlons franchement, les parties du film où Leo n'est pas présent sont ennuyeuses », tranche l'adolescente de 15 ans en faisant la moue.

Une de ses copines, Christina Anoci, également âgée de 15 ans, hoche la tête en signe d'assentiment.

« Je ne pense pas qu'aucune de mes amies soit vraiment intéressée à regarder le *Titanic* couler de nouveau, dit-elle. C'est Leo que nous voulons voir. »

Et c'est Leo qu'elles verront ce soir dans son nouveau film, *The Man in the Iron Mask*, à l'affiche du cinéma Galaxy, situé sur Hollywood Boulevard, où les trottoirs sont incrustés d'étoiles de marbre et de bronze en l'honneur des vedettes d'hier et d'aujourd'hui.

« Il est tellement *hot*, dit Nicole Rappa, en parlant de l'acteur Leonardo DiCaprio, dont la popularité auprès des adolescentes a permis au film de Randall Wallace d'égaler *Titanic* au sommet du box-office américain le week-end dernier avec des recettes de 17,5 millions.

« Il est tellement mignon », renchérit Christina Anoci.

Les Oscars peuvent quasiment aller se rhabiller. Leonardo DiCaprio, dit Leo, est la vedette de l'heure à Hollywood. Et les adolescentes ne sont pas les seules à tomber en pâmoison devant lui. Dans la foulée des succès commerciaux de *Titanic* et de *The Man in the Iron Mask*, l'acteur de 23 ans fait également tourner la tête des dirigeants de studio.

« Je n'ai jamais vu une telle frénésie », dit Sherry Lansing, du studio Paramount, qui a coproduit *Titanic* avec la 20th Century Fox.

« Il faut peut-être retourner aux débuts de Frank Sinatra, des Beatles ou d'Elvis pour trouver une réaction semblable. La frénésie n'est pas seulement attribuable au look de Leo, mais à son talent. »

Dans la presse hollywoodienne, au lendemain de l'annonce des recettes du dernier week-end, le nom de DiCaprio était mentionné dans le même souffle

Voir **LE ROI** *en A2*

C'est le printemps au Jardin

PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

Pendant que l'hiver, obstiné, y va d'un dernier spectacle à grand déploiement, les narcisses et autres petits bonheurs printaniers semblent follement abstraits. Mais ils n'attendent qu'un temps un peu plus clément pour poindre. D'ici là, on peut, comme Raymond Dufort, aller au Jardin botanique où le printemps a éclos à la date prévue. Et toutes ses splendeurs, bégonias, orchidées, tulipes, crocus, jacinthes, iris, primevères, restent affichées jusqu'à l'arrivée de l'été. Les amateurs trouveront aussi dans la grande serre des idées pour bien aménager leur propre jardin des merveilles.

Sondage CROP: Non au tabac, mais oui à la commandite

ÉRIC TROTTIER

Si le ministre de la Santé et des Services sociaux hésitait encore à présenter son sévère projet de loi antitabac à l'Assemblée nationale, il peut se rassurer: les Québécois en ont assez d'être importunés par la fumée des autres au travail et au restaurant.

Toutefois, ils souhaitent que le gouvernement permette la commandite d'événements sportifs et culturels par les compagnies de tabac.

Telles sont les principales conclusions d'un sondage CROP réalisé du 11 au 18 mars auprès de 947 personnes pour le compte de *La Presse* et du réseau TVA.

Le sondage révèle que plus de 87 % des répondants seraient favorables à une loi empêchant les fumeurs d'enfumer les lieux de travail (56 % leur réserveraient des fumoirs ventilés et 31 % interdiraient totalement l'usage du tabac au travail).

De même, 66 % des répondants estiment que la fumée de cigarette devrait être bannie des restaurants, alors que 31 % des gens souhaitent conserver le statu quo.

Rappelons que le ministre Rochon veut déposer un projet de loi antitabac particulièrement sévère au cours de la session parlementaire de ce printemps.

Voir **SONDAGE** *en A2*

Pour le respect de la dignité

Dès son arrivée au Nigeria hier, le pape Jean-Paul II, reçu avec tous les honneurs, a lancé un appel au respect des droits de l'homme et à la paix en Afrique. Invité par la Conférence des évêques catholiques du Nigeria, le pape est l'une des premières personnalités d'envergure à rendre visite, depuis trois ans, au général Sani Abacha, qui a pris le pouvoir en 1993.

Nos informations, page A11

650
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		- affaires	C10	Bridge	C11	Horoscope	C8	Mots croisés	B11
- index	C6	Arts et spectacles		Décès	C11	Informatique	A8	Mot mystère	C9
- immobilier	C6 à C8		B5 à B10	Êtes-vous observateur?	C6	La Jeune Presse	C12	Politique	A4
- marchandises	C8	- horaires-spectacles	B8	Feuilleton	C9	La presse d'ailleurs	A13	Tabloïd Sports	
- emplois	C8 et C9	- télé-horaire	B7	Génies en herbe	B11	Loteries	A2 et A8	- Réjean Tremblay	S5
- automobile	C9 et C10	Bandes dessinées	C7			Monde	A10 à A13	Têtes d'affiche	C5

SCIENCES
Un canot de sauvetage pour la station *Alpha*
page B12

MÉTÉO
Neige légère
Max. -2, min. -7
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1

TOUS NOS PRIX SONT RÉDUITS D'UN BOUT À L'AUTRE DE NOS MAGASINS!
Notre Plus Grand SOLDE de l'année
ON REGARDE AILLEURS, ON ACHÈTE CHEZ...
domon
MEUBLES • ÉLECTROMÉNAGERS • AUDIO • VIDÉO
LAVAL 1003, boul. Le Corbusier (514) 688-1414
MONTRÉAL 3590, Ontario est, (514) 527-4331
ST-EUSTACHE 344, Dubois, (514) 473-2757

Suites de la une

Le roi Leo

LE ROI / *Suite de la page A1*

que ceux de Mel Gibson, Harrison Ford, Tom Hanks et Jim Carrey. Aux yeux des observateurs de l'industrie du cinéma américain, Leo fait désormais partie d'un groupe très sélect d'acteurs capables de garantir le succès commercial d'un film. Avant *Titanic* et *The Man in the Iron Mask*, DiCaprio avait réussi l'exploit avec *William Shakespeare's Romeo & Juliet*, un autre grand succès auprès des jeunes.

Ce nouveau statut ne devrait pas nuire au compte en banque de DiCaprio. Il a reçu 2,5 millions pour tourner dans *Titanic*, dont les recettes mondiales dépassent aujourd'hui le milliard. Selon la rumeur, il pourrait désormais demander 20 millions pour jouer dans une grosse production hollywoodienne. Mais est-ce vraiment la direction que l'acteur entend donner à sa carrière?

Probablement pas. D'ici la fin de l'année, DiCaprio n'apparaîtra que dans un seul autre nouveau film. Il s'agit d'un long métrage réalisé par Woody Allen et intitulé, de manière très appropriée, *Celebrity*.

DiCaprio ne semble pas intéressé à être confiné au statut de coqueluche des adolescentes. En 1995, il avait d'ailleurs clairement énoncé ses aspirations d'acteur lors de la promotion d'un de ses films, *The Basketball Diaries*, dans lequel il jouait le rôle d'un adolescent accroché au basketball, à la poésie et à l'héroïne.

Alors âgé de 20 ans, DiCaprio avait déjà créé une impression plus que favorable dans deux films tournés en 1993. Le premier, *What's Eating Gilbert Grape?*, lui avait valu une nomination pour l'Oscar du meilleur acteur de soutien. Le deuxième, *This Boy's Life*, lui avait permis de se mesurer à son idole, Robert De Niro.

« Ce que j'admire le plus chez De Niro, c'est sa longévité, avait déclaré DiCaprio lors d'une entrevue à New York. J'espère gérer ma carrière aussi bien que lui. »

DiCaprio n'est évidemment pas le premier jeune acteur à qui Hollywood fait la fête après un ou deux succès. D'autres avant lui ont été portés aux nues de façon un peu prématurée. C'est notamment le cas de Matthew McConaughey, dont les derniers films n'ont pas justifié l'avalanche de publicité qui avait souligné son apparition sur les grands écrans.

Mais DiCaprio ne compte pas seulement sur de bons publicistes. Il semble également avoir le respect de ses confrères. Dernièrement, par exemple, l'actrice Stockard Channing lui a fait l'insigne honneur de le comparer à Paul Newman, avec lequel elle partage la vedette dans le film *Twilight*.

« Je ne pense pas me tromper en disant que Leonardo DiCaprio possède le charisme qui a permis à un acteur comme Paul Newman de connaître une carrière longue et fructueuse, a-t-elle dit lors d'une entrevue à New York. Ce n'est pas une qualité qui s'explique, mais qui se sent et qui se voit. »

Et dire que Leo n'a même pas été mis en nomination aux Oscars.

Chrétien derrière Charest

CHRÉTIEN / *Suite de la page A1*

Celui qui était en charge de l'organisation du PLC pour les 21 comtés de l'est du Québec aux dernières élections fédérales était très actif hier dans les corridors du congrès. Au cours d'une brève entrevue avec *La Presse*, l'ancien ministre de la Santé a réglé ses comptes avec Daniel Johnson, dont le départ lui redonne espoir de battre le PQ.

« Tout le monde savait qu'entre moi et Daniel Johnson, ce n'était pas le tendre amour, dit M. Côté, mais avec l'arrivée de Jean Charest, je crois que je pourrais avoir plus d'espace pour travailler. »

Pas question pour Marc-Yvan Côté de revenir à l'avant-scène, mais il espère que Jean Charest fera appel à ses services d'organisateurs en vue des prochaines élections. D'autres anciens libéraux provinciaux « écartés » durant le règne de Daniel Johnson se rallieront aussi derrière Jean Charest, affirme M. Côté.

« Depuis les élections de 1994, le Parti libéral du Québec a fait l'erreur d'écarter systématiquement tous ceux qui n'étaient pas dans le sérail du chef et le Parti en a payé le prix, reprend-il. Avec Charest, ce sera le retour en force de beaucoup de personnes qui restent chez elles depuis longtemps. »

Reste toutefois à marier un chef conservateur fédéral à un parti libéral provincial, une union qui nécessitera quelques « compromis idéologiques de part et d'autre », admet Marc-Yvan Côté.

Sur le terrain, il faudra aussi accorder la machine électorale libérale fédérale à son ancien ennemi conservateur. M. Côté, qui a servi Jean Chrétien contre Jean Charest aux dernières élections croit possible ce mariage de raison.

« Tout dépendra de l'amplitude de l'ouverture d'esprit de Jean Charest et de l'équipe du Parti conservateur qui viendra avec lui », conclut-il.

SONDAGE CROP / *LA PRESSE*

■ **Seriez-vous d'accord ou en désaccord que l'on interdise l'usage du tabac dans les restaurants, à l'exception de ceux disposant d'une salle fermée avec ventilation indépendante?**

	D'accord %	Désaccord avec l'interdiction %	Sans opinion %
Total *(947)*	**66**	**31**	**3**
Francophones	64	32	4
Non-francophones	75	22	3
Hommes	67	31	2
Femmes	65	30	5
18-34 ans	59	39	2
35-54 ans	69	28	2
55 ans et plus	69	23	7
Habitude de tabac			
Fumeur	50	48	2
Ex-fumeur	72	26	3
Non-fumeur	77	19	4

Infographie *La Presse*

SONDAGE CROP / *LA PRESSE*

■ **De façon générale, êtes-vous d'avis qu'on devrait permettre ou interdire les commandites par les compagnies de tabac?**

	Permettre %	Interdire %	Sans opinion %
Total *(947)*	**80**	**15**	**5**
Francophones	83	13	5
Non-francophones	70	25	6
Hommes	81	15	4
Femmes	80	15	5
18-34 ans	87	12	1
35-54 ans	82	13	5
55 ans et plus	69	21	10
Habitude de tabac			
Fumeur	90	7	2
Ex-fumeur	79	16	6
Non-fumeur	73	21	6

Infographie *La Presse*

Sondage CROP: Non au tabac, mais oui à la commandite

SONDAGE / *Suite de la page A1*

Parmi les mesures qu'il souhaite faire adopter, il prévoit renforcer la Loi de protection des non-fumeurs, en interdisant la cigarette sur tous les lieux de travail, autant privés que publics, de même que dans tous les restaurants, à l'exception de ceux qui disposeront d'une salle fermée avec ventilation indépendante.

Le sondage montre que les Québécois sont prêts à faire face à de telles mesures, qu'ils soient non-fumeurs ou fumeurs.

Soulignons d'ailleurs que 50 % des fumeurs sont d'accord pour proscrire la fumée dans les restaurants (48 % sont contre). De même, 66 % des fumeurs sont d'accord pour qu'on leur réserve des fumoirs au travail et 14 % sont même d'avis qu'il faut interdire la fumée au travail!

Mais c'est quand il s'agit des commandites d'événements culturels que les Québécois ne semblent plus suivre le ministre Rochon. Celui-ci veut faire interdire toute commandite d'événements culturels par les compagnies de tabac. Plus de 80 % des répondants estiment que le gouvernement devrait continuer de permettre de telles commandites. Et chez les non-fumeurs, on est du même avis: 73 % d'entre eux sont favorables aux commandites du tabac.

Les compagnies de tabac financent des événements comme le Grand Prix de Montréal de Formule 1, les festivals de jazz, Juste pour rire, etc.

D'autre part, advenant l'interdiction pour les compagnies de tabac de commanditer les événements sportifs et culturels, 60 % de la population approuverait le fait que le gouvernement prélève une taxe spéciale de 10 cents par paquet de cigarettes afin de créer un fonds de financement, lequel servirait à appuyer ces événements.

Le sondage donne d'autre part un portrait des fumeurs au Québec. Selon CROP, une minorité de Québécois restent des adeptes de la cigarette, soit 34 %. Près de 24 % de la population est composée d'anciens fumeurs et 41 % des Québécois n'ont pratiquement jamais touché à la cigarette. On retrouve une proportion plus importante de fumeurs chez les 18-24 ans (51 %) et le groupe des 65 ans et plus ne contient que 20 % de fumeurs. Il y a plus d'hommes (36 %) que de femmes (32 %) qui fument et les francophones (36 %) battent les non-anglophones (24 %) à ce chapitre peu reluisant.

Le maire de Saint-Mathieu échoue

■ La Cour suprême vient de confirmer l'annulation de l'élection du maire de Saint-Mathieu, Yves Monette, en rejetant sa demande d'autorisation d'en appeler. Cette décision du plus haut tribunal au pays met fin à une bataille juridique qui a duré plus de deux ans et coûté près de 30 000 $. En 1995, Yves Monette a battu par seulement 14 voix le maire sortant, Marcel Poissant, qui a ensuite déposé une requête en Cour supérieure alléguant que son rival avait eu recours à des manoeuvres frauduleuses pour l'emporter. Le juge Louis Crête a statué qu'Yves Monette avait effectivement commis une faute — en promettant du travail à un citoyen en échange de son vote — qui a entraîné l'annulation de l'élection.

007 se fait vigneron chez l'abbé Pierre

■ Roger Moore, alias James Bond, Le Saint ou Simon Templar, a consacré une partie de son week-end à labourer le petit domaine de vigne que possède l'abbé Pierre à Saillon, dans le canton du Valais, dans le sud de la Suisse, a annoncé hier l'association des Amis de Farinet. Chaussé de bottes oranges et vêtu de la veste salopette des vignerons suisses, l'agent 007 a manié pic, pelle et plantoir afin de préparer le terrain de la vigne de Farinet en vue d'une nouvelle plantation. Frappée par le gel, la vigne de Farinet devait être arrachée avant de recevoir le cépage le plus résistant du vignoble suisse, le « païen », que l'on trouve dans le canton du Valais sur les vignes les plus hautes d'Europe. L'abbé Pierre pourrait aller lui-même planter les nouveaux ceps.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **611**
à quatre chiffres : **4947**
6/49: **8 12 15 23 38 45 Compl. 20**
avec extra: **5 2 0 7 1 3**

DEMAIN DANS LA PRESSE

Le Salon de Genève

■ **Le rendez-vous annuel de l'industrie automobile mondiale en terre helvétique est de plus en plus couru. Notre chroniqueur Denis Duquet a recueilli sur place une foule d'informations concernant les dernières nouveautés. Les têtes de série ont été la nouvelle BMW Série 3, la toute dernière Rolls Royce (notre photo) ainsi que la Focus de Ford. À lire demain dans le cahier Auto.**

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Êtes-vous d'accord avec le projet de politique de la lecture et du livre?

Les mesures de sécurité et de détention du numéro un des Hells Angels, Maurice Mom Boucher, coûtent au bas mot un million. Selon vous, les mesures adoptées sont-elles exagérées?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 80 %
Non: 20 %

La Presse

Le mot du jour

outrageux

■ Les McLaren n'ont pas remporté une victoire *outrageuse*, en Australie. Pour la bonne raison que l'adjectif *outrageux* n'existe pas en français. On trouve, bien sûr, *outrageant*, mais ce terme n'a pas le sens de *décisif, convaincant, écrasant.*

— L'écurie McLaren a remporté une victoire écrasante en Australie.

L'emploi d'*outrageux*, dans ce contexte, vient sans doute d'une mauvaise traduction d'*outrageous victory*.

Paul Roux

L'EXPRESS DU MATIN

Saisie de stupéfiants

■ Quatre personnes, dont trois membres d'une même famille, ont été arrêtés vendredi soir par des policiers de la section des stupéfiants de la police de la CUM lors d'une perquisition effectuée au 207, rue Beaudoin, à Saint-Henri. Trois des personnes appréhendées ont été accusées hier au palais de justice de Montréal de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic. Sur place, les policiers ont mis la main sur 576 grammes de marijuana, 60 sachets de 25 g de cocaïne et 46 sachets de 50 g de haschisch. Le tout évalué à près de 18 000 $. Les policiers ont également saisi une somme de 4375 $, 43 cartouches de cigarettes de contrebande, des balayeurs d'ondes et des téléphones cellulaires.

Tentative de vol chez Sears

■ Des cambrioleurs qui tentaient dans la nuit de vendredi à samedi de faire main basse sur le contenu du coffre-fort d'un comptoir Sears, situé au 256, rue Duvernay, à Beloeil, sur la Rive-Sud de Montréal, ont raté leur coup lorsque l'alarme du commerce s'est déclenchée. Les voleurs s'étaient d'abord introduits par effraction à l'intérieur du restaurant Qu'est-ce qu'on mange, situé à côté du comptoir Sears, puis on percé le mur mitoyen séparant les deux commerces. Lorsque les intrus ont voulu s'en prendre au coffre, l'alarme s'est déclenchée. Les bandits ont réussi à prendre la fuite avant l'arrivée de la police.

Accident spectaculaire

■ Un homme et une femme ont été grièvement blessés hier matin, lors d'un collision survenue entre trois véhicules à l'intersection de la rue Beaubien et du boulevard Langelier à Montréal. L'accident est survenu lorsqu'un automobiliste a heurté deux automobiles après avoir brûlé un feu rouge. Un des véhicules impliqués a été coupé en deux par la violence du choc. Les blessés ont été transportés à l'hôpital. Les médecins ne craignent toutefois pas pour leur vie.

Incendie dans une usine

■ Un incendie qui s'est déclaré hier après-midi à l'intérieur des installations de la compagnie A. Duchesne et Fils, au 160, rue Saint-Jean, à Yamachiche, a détruit la moitié de l'usine qui fabrique des clous et du treillis métallique. Les flammes semblent avoir été causées par une étincelle qui a jailli au cours de travaux de soudure. Le sinistre n'a pas fait de blessé, mais les dommages à l'édifice sont évalués sommairement entre cinq et 10 millions de dollars. Un vent violent qui soufflait sur la région a compliqué le travail de la centaine de pompiers qui tentaient de maîtriser l'élément destructeur. Quelque 155 travailleurs se retrouvent sans emploi. A. Duchesne et Fils est le plus important employeur de la région.

Les bleus votent

■ Les 4000 cols bleus de la Ville de Montréal voteront mercredi après-midi sur l'entente de récupération de 6 % de la masse salariale. « C'est vraiment 6 % pour une période de 40 ans », affirme le président du syndicat SCFP, Jean Lapierre. Financée à même les surplus des caisses de retraite depuis 1984, l'entente, qui sera valable jusqu'en 2001, ne remet pas en question le plancher d'emplois et procure aux cols bleus la semaine de quatre jours et de légères augmentations de salaires, inférieures, selon M. Lapierre, à l'inflation. En revanche, la Ville de Montréal pourra réduire de moitié (un milliard) la dette de la caisse de retraite accumulée avant 1984.

Service amélioré à la STCUM

■ À compter de ce matin, l'intervalle de passage des autobus sur la ligne 12 (Île-des-Soeurs) sera de 25 minutes au lieu de 40. La STCUM maintiendra ce service du lundi au vendredi, à l'heure de pointe du matin de 7 h 15 à 8 h 30. La STCUM a décidé d'apporter ces modifications à la suite de commentaires de ses usagers.

Il n'est pas question *actuellement* d'alliance Daviau-Duchesneau

ÉRIC TROTTIER

Le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Thérèse Daviau, qui est candidate à l'investiture du RCM, affirme qu'il n'est pas question, « actuellement », de conclure une alliance avec le chef de police Jacques Duchesneau, qui veut lui aussi se présenter à la mairie de Montréal, aux élections du 1er novembre.

« Je n'ai eu aucune discussion avec M. Duchesneau, en aucun temps. Ni avec lui ni avec personne de son organisation », a affirmé hier à *La Presse* Mme Daviau, rentrée précipitamment d'un week-end de ski dans les Laurentides pour faire le point sur les rumeurs qui l'envoient dans l'organisation de M. Duchesneau.

Vendredi, une station de radio montréalaise a annoncé que Mme Daviau serait la colistière de Jacques Duchesneau aux prochaines élections et que, advenant que ce dernier remporte la mairie, elle serait nommée présidente du comité exécutif de la Ville. D'autres affirmaient que l'un des principaux organisateurs de Mme Daviau, Francis Hooper, était déjà en poste dans l'équipe de Duchesneau.

Mme Daviau jure que c'est de la foutaise. Elle nie même qu'un membre de son organisation ait discuté de la chose avec le clan Duchesneau. « Écoutez, Jacques est un ami. À cause de Polytechnique (Mme Daviau a perdu une fille dans le drame qui a coûté la vie à 14 jeunes femmes, le 6 décembre 1989), nous avons établi des liens très humains, très proches. J'ai beaucoup de respect pour cet homme-là et pour ce qu'il a réalisé. Mais il reste une chose très importante : il n'est pas candidat et moi je le suis... pour le RCM. »

— Et si M. Duchesneau se présente à la mairie ?

— Ça ne change rien. Je m'en vais au congrès à l'investiture (le week-end prochain) et je veux être la candidate du RCM aux prochaines élections.

— Il n'est pas question d'une alliance avec M. Duchesneau ?

— *Actuellement*, non, pas du tout, répond-elle.

Mme Daviau ajoute qu'elle respecte beaucoup Jacques Duchesneau pour le travail accompli à son poste de directeur de police, notamment pour la mise en place des postes de quartier.

Trouve-t-elle que le chef de police ferait un bon maire ?

« Il est une personne de calibre, c'est certain. C'est même évident. Mais pour se faire élire, il va devoir se montrer capable, comme moi, de proposer un bon projet pour Montréal et mobiliser les Montréalais là-dessus... »

Mme Daviau se dit convaincue, par-dessus tout, qu'elle ferait un bien meilleur maire que Jacques Duchesneau, même si, dans les sondages, elle se trouve à des années-lumière du chef de police dans les intentions de vote des Montréalais.

« Je pense que les gens sont prêts à avoir une femme à la mairie. Je suis porteuse du style qui est mien, mais je pense que c'est un style gagnant. Les gens en ont marre des vedettes (comme Jacques Duchesneau ?) et des vieux ramassis (comme Jean Doré ?). Quand on analyse les sondages depuis l'automne, on se rend compte que ma notoriété a grimpé constamment. Ce n'est pas fini : il reste encore huit mois avant les élections... »

Controverse autour d'un discours qui a coûté 12 000 $ à Thérèse Daviau

ÉRIC TROTTIER

Les 12 000 $ payés par l'équipe de Thérèse Daviau afin que celle-ci puisse faire un discours devant la Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) ne seront pas comptabilisés dans les dépenses électorales de la candidate à l'investiture du RCM.

Dans une décision controversée rendue en fin de soirée, vendredi, le comité exécutif du RCM a décidé que Mme Daviau ne devra tenir compte que d'une somme de 2000 $. La question était cruciale pour Mme Daviau, car la limite de dépenses des candidats à l'investiture du RCM est de 6000 $.

Déjà, hier, le plaignant dans cette affaire, le conseiller de Jeanne-Mance, Michel Prescott, également candidat à la direction du parti, a annoncé qu'il allait porter la décision du comité en appel, dès demain matin. « C'est une décision incompréhensible, qui ne tient pas debout, a-t-il confié à *La Presse*. Ils ont voulu ménager Thérèse, mais c'est un jugement rempli d'incohérences. »

Mme Daviau s'est présentée devant la JCCM le 17 février pour livrer un long discours, lequel a par la suite été remis aux militants du RCM comme une sorte de plate-forme électorale. Pour avoir accès à cette tribune, Mme Daviau devait fournir la somme de 12 000 $ à la JCCM. M. Prescott estime que Mme Daviau a doublé la limite de ses dépenses.

Mais le comité exécutif du RCM, dirigé par le président du parti, Abe Limonchik, ne fait pas le même raisonnement. Pour en arriver à cette conclusion, le comité a fait un calcul complexe : « Ces dîners (devant la JCCM) constituent pour la JCCM un de ses moyens principaux de financement, de recrutement et de promotion, peut-on lire dans le texte de la décision. Nous estimons légitime de considérer qu'à la fois la candidate Thérèse Daviau et la JCCM ont bénéficié conjointement de retombées équivalentes de l'événement. De ce fait, le comité évalue à 6000 $ (la moitié de la somme totale) les dépenses pouvant faire l'objet du litige. »

Le comité rappelle alors que Mme Daviau est à la fois candidate à l'investiture et chef de l'opposition officielle à l'hôtel de ville : « Or, il appert que seul le tiers de l'allocution de Mme Daviau traitait de la course à la mairie (87 lignes sur 306). Dans les circonstances, le comité estime qu'un montant total de 2000 $ (le tiers des 6000 $) peut être imputé à une activité visant la promotion de la candidate. »

« C'est faux ! C'était un discours électoral du début à la fin ! rétorque Michel Prescott. Et puis, ça n'a aucun sens, cette façon de diviser les bénéfices. C'est comme si, quand un candidat fait imprimer des affiches électorales, il soustrayait de ses dépenses les profits de l'imprimeur ! »

Pour sa part, Mme Daviau est rentrée précipitamment d'un week-end de ski dans les Laurentides, hier pour répondre aux accusations de son adversaire.« J'ai été absolument exonérée de tout blâme, de toutes les accusations malveillantes de mon collègue Prescott. Avec ces 2000 $, il n'y a pas de dépassement de coûts à ma campagne », a-t-elle déclaré, manifestement soulagée de la tournure des événements.

Mme Daviau a eu des mots très durs pour son adversaire, l'accusant d'être de « mauvaise foi », de faire des « bassesses ». « Il risque de nuire au parti plus qu'autre chose. À force de faire des dénonciations de ce genre-là sans qu'elles ne soient fondées, il perdra sa crédibilité... s'il en avait. Ce n'est pas digne de quelqu'un qui veut diriger le RCM. »

« C'est franchement dégueulasse », a répliqué M. Prescott, qui estime que son adversaire n'avait pas à personnaliser le débat. « Elle n'est ni au-dessus de la loi, ni au-dessus des règles du parti. Ma plainte était sérieuse et fondée ; c'est pour ça que nous devrons aller en appel. »

Le comité exécutif du RCM a aussi demandé à Mme Daviau de compter comme une dépense électorale l'utilisation d'un fonctionnaire de l'hôtel de ville à des fins politiques. En outre, sept délégués de Rosemont, tous en faveur de l'élection de Mme Daviau à la tête du parti, ont été disqualifiés du congrès de dimanche prochain parce qu'il a été démontré qu'ils n'habitent pas à Montréal.

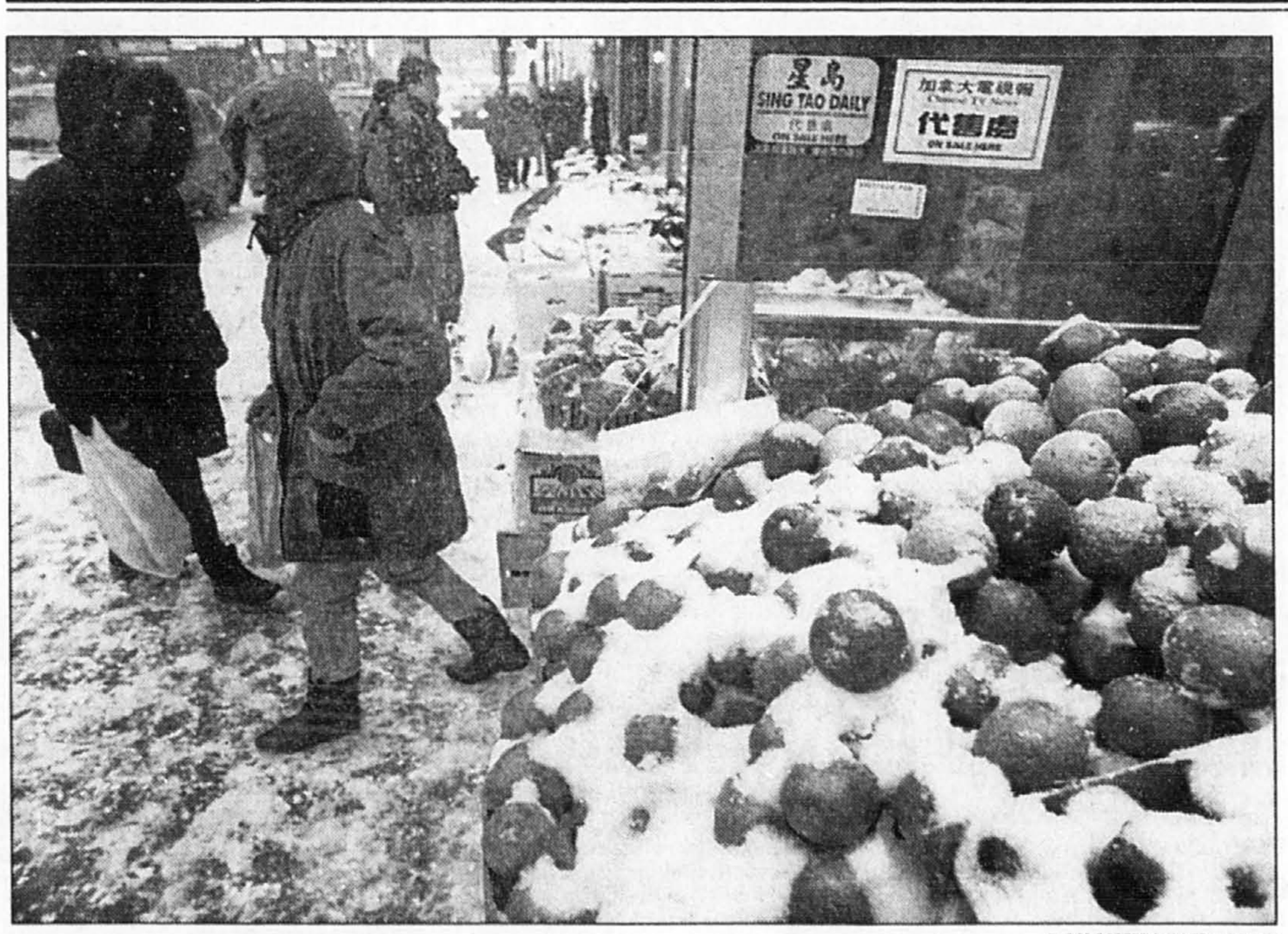


PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Le printemps ?

Le printemps est officiellement arrivé depuis vendredi après-midi, mais hier, on se serait cru en plein mois de janvier, boulevard Saint-Laurent à Montréal. Les fruits des étals, dans le Quartier chinois, étaient recouverts d'un manteau blanc. La neige tombait abondamment sur Montréal et le vent du Nord rendait la visibilité presque nulle sur les voies rapides entourant la métropole. La Sûreté du Québec a d'ailleurs rapporté plusieurs sorties de route ainsi que deux accidents mortels. Le premier est survenu sur la route 339 à Sutton, dans les Cantons de l'Est. La victime est une femme de 38 ans, Frances Caswell, de Sutton. Le second s'est produit sur la route 158 à Saint-Canut et a aussi tué une femme.

Les colis suspects se multiplient chez McDonald's

RAYMOND GERVAIS

Pas moins de trois colis suspects ont été découverts depuis vendredi dans autant de restaurants McDonald's. Jusqu'à maintenant, aucun ne contenait d'explosifs, mais la police prend l'affaire très au sérieux.

Vendredi soir à Beloeil, les techniciens en explosifs de la Sûreté du Québec ont fait exploser à l'aide d'un jet d'eau un colis suspect découvert le long d'un mur extérieur du restaurant.

C'est le gérant de l'établissement qui a appelé la police après avoir découvert le colis. Ne prenant aucune chance, les policiers municipaux ont ensuite fait appel à leurs collègues de la SQ. Tous les employés et les clients ont été évacués par mesure de sécurité.

Hier vers 9 h, une boîte contenant des fils électriques a été découverte dans un corridor menant aux toilettes du restaurant McDonald's situé à Saint-Hyacinthe. Encore une fois, il n'y avait pas d'explosif.

Vendredi, un McDonald's situé à Rigaud, le long de l'autoroute 40, a fait l'objet d'un appel à la bombe. Les policiers ont fait évacuer le restaurant et ont découvert une fausse bombe qui avait été placée dans les toilettes.

À Beloeil et à Saint-Hyacinthe, les auteurs des fausses bombes ont laissé des messages. Dans un cas on pouvait lire : aux multinationales américaines. À Beloeil, les auteurs avaient inscrit : le temps de l'esclavage est terminé.

Hier, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Clément Godbout, a dénoncé les gestes d'intimidation, de provocation et de violence à l'endroit de la chaîne de restauration rapide. M. Godbout soutient que ces gestes ne peuvent que nuire aux travailleurs de McDonald's qui veulent se syndiquer et au mouvement syndical en général.

« On peut d'ailleurs s'interroger sur l'origine de ces actions qui ressemblent beaucoup à de la provocation patronale. La FTQ souhaite que la police enquête avec diligence afin de faire toute la lumière sur ces agissements irresponsables que nous condamnons énergiquement », a déclaré le président syndical.

La FTQ s'est donné comme objectif de syndiquer un McDonald's dans chaque ville du Québec. Ce mouvement syndical fait suite à la fermeture du restaurant McDonald's à Saint-Hubert, il y a quelques semaines, dont les employés tentaient de se syndiquer.

Politique

La détérioration des soins de santé inquiète les libéraux fédéraux

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Les militants libéraux fédéraux, au troisième jour de leur congrès biennal à Ottawa, ont manifesté hier au premier ministre Chrétien et à ses ministres leur grande inquiétude face à la détérioration des soins de santé au Canada.

Ils ont demandé au gouvernement Chrétien de rectifier le tir et d'agir au plus vite pour donner à la santé au pays une attention prioritaire. Sans blâmer ouvertement le dernier budget du ministre Paul Martin, dont les premiers surplus ont été dirigés surtout du côté de l'éducation, les militants n'en n'ont pas moins exprimé un certain malaise face à la crise que traverse le système de santé canadien.

Le ministre de la Santé, Allan Rock, a donc été le point d'attraction hier de la traditionnelle séance de questions et de réponses destinées aux membres du cabinet et au premier ministre. Sur les 26 questions adressées au cabinet, c'est M. Rock qui en a récolté le plus avec cinq. Ce fut certainement pour l'un des aspirants pressentis à la succession de M. Chrétien une douce revanche sur son collègue Paul Martin, dont les mesures budgétaires l'avaient relégué dans l'ombre au cours des dernières semaines.

Une militante a d'ailleurs ouvert le bal hier en demandant au premier ministre si son « rêve canadien », dont il avait fait état la veille dans un discours d'une heure, allait comprendre des services de santé de grande qualité. M. Chrétien a rappelé que le premier jour de la campagne électorale, il avait remis 1,5 milliard de dollars dans la santé et rétabli le plancher des transferts de paiements aux provinces à 12,5 milliards. M. Chrétien a assuré ses militants que son gouvernement voulait maintenir l'universalité des soins de santé et qu'une des priorités des mois à venir allait être la mise sur pied d'un système de soins communautaires et de soins à domicile.

Même si la lune de miel s'est poursuivie hier entre la base du parti et le gouvernement Chrétien, cet accent mis sur les problèmes de santé a confirmé ce que le sondeur du parti, Michael Marzolini, avait dit la veille en affirmant que le sujet de la santé était celui qui était le plus susceptible de mobiliser l'attention du public au cours des prochaines années.

« Pour nous, a déclaré à *La Presse* le ministre Rock, c'est vraiment une priorité que de renforcer le système de santé au Canada et de restaurer la confiance des Canadiens face à nos soins de santé. »

M. Rock a cependant dit qu'il restait beaucoup à faire pour développer un plan cohérent de soins à domicile. « Quoi qu'il en soit, a conclu M. Rock, les délégués nous ont clairement demandé d'agir bientôt et nous le ferons. »

Par ailleurs, il n'y a pas que le ministre Paul Martin qui a été tenu pratiquement à l'écart de la discussions d'hier, le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a été tiré de l'oubli une seule fois grâce à M. Chrétien qui animait les échanges. La question du renvoi à la Cour suprême sur la sécession du Québec a de toute évidence été reléguée aux oubliettes par les militants qui ont préféré savoir quelle attitude M. Chrétien aurait vis-à-vis d'un Jean Charest à la tête du PLQ. La stratégie dite du plan B fait de moins en moins recette chez les libéraux fédéraux qui, comme leur chef, préfèrent voir là « une histoire du passé ».

Parmi les questions les plus pointues soulevées par les délégués, la réforme de l'immigration a obligé la ministre responsable, Lucienne Robillard, à se dissocier encore une fois du projet, contenu dans le rapport Trempe, d'exiger la connaissance de l'anglais ou du français pour les futurs immigrants. Mme Robillard a promis hier que le gouvernement n'irait « pas si loin que cela ».

Le premier ministre a aussi été pris à parti par un militant hier qui lui reprochait l'usage de la force et du poivre de Cayenne pour éloigner des manifestants à Vancouver, lors du dernier sommet Asie-Pacifique qui réunissait plusieurs chefs d'État de la région. M. Chrétien a rétorqué que le droit de manifester était permis au Canada mais que pour maintenir la démocratie, il fallait assurer un certain ordre. Il a dit que le Canada se devait de recevoir les dignitaires étrangers « avec décence ».

PHOTO REUTERS

Le premier ministre Jean Chrétien reçoit l'accolade de Ken Milne, un délégué de Port Moody, Colombie-Britannique, à l'occasion des assises d'hier.

Le dernier sondage n'effraie pas les péquistes

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne,
SHERBROOKE

Les péquistes prennent avec un grain de sel le sondage CROP-TVA-*La Presse* qui place le Parti libéral du Québec en tête des intentions de vote, si jamais Jean Charest en devient le chef.

« C'est risqué de prendre de tels sondages au sérieux », a commenté la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, qui participait hier au rassemblement du Comité des jeunes du Parti québécois, dans les Cantons de l'Est.

Mme Marois a reconnu que l'image de Jean Charest est actuellement excellente. « Mais il ne s'est pas encore heurté aux questions quotidiennes. Une fois qu'il aura été confronté à cette réalité, cela prendra une signification différente », a dit la ministre.

Le sondage indique que le Parti libéral recueillerait 52 % des intentions de vote des Québécois si Jean Charest était à la tête de cette formation politique, contre 41 % pour le Parti québécois.

Mais lorsque la question ne fait pas mention du nom du chef conservateur, et demande aux répondants s'ils voteraient pour le Parti québécois ou le Parti libéral, c'est le Parti québécois qui prend la tête avec 48 % des intentions de vote, contre 44 % aux libéraux.

Le sondage a été mené à la mi-mars auprès de 947 électeurs québécois.

M. Charest doit décider au cours des prochains jours s'il prendra la succession de Daniel Johnson à la tête du PLQ ou s'il demeurera chef conservateur fédéral.

Mme Marois a rappelé hier que lors d'une élection complémentaire dans la circonscription d'Anjou où elle était candidate en 1988, les sondages la donnaient gagnante, peu importe la notoriété de ses adversaires. Mais le soir du scrutin, elle a été défaite.

La ministre de l'Éducation a aussi rappelé qu'avec l'amélioration des finances publiques et la réduction du déficit réalisées par le gouvernement de Lucien Bouchard, « la situation sera différente » lors des élections.

Pour sa part, le ministre des Relations avec les citoyens, André Boisclair, a soutenu que le bilan du gouvernement du Parti québécois jouera en sa faveur lors de l'élection.

M. Boisclair a aussi rappelé que l'ancienne chef conservatrice Kim Campbell était en tête dans les sondages préélectoraux en 1993. Mais les conservateurs ont subi la pire raclée de leur histoire lors du scrutin.

Quant à la députée péquiste de Sherbrooke, Marie Malavoy, qui aurait à affronter M. Charest si ce dernier faisait le saut au provincial, elle a elle aussi lancé un appel à la prudence face aux sondages.

« Il y a un engouement autour de la personne (M. Charest) mais les scénarios sont multiples et cela peut être différent si la campagne électorale avait lieu dans un an », a dit Mme Malavoy.

Elle a rappelé que lors du dernier référendum d'octobre 1995 sur l'avenir du Québec, les souverainistes l'avaient emporté avec 53,3 % des suffrages dans la circonscription de Sherbrooke. Mme Malavoy a aussi rappelé que quatre des sept circonscriptions électorales des Cantons de l'Est avaient favorisé le OUI au référendum.

« Si M. Charest vient, il y a des gens qui sont prêts à l'affronter », a-t-elle conclu.

Pour sa part, le président du Comité national des jeunes péquistes, Frédéric Dubé, a rappelé que M. Charest aurait plusieurs positions conservatrices à expliquer s'il devient chef libéral.

M. Dubé a rappelé que le chef conservateur s'est prononcé pour des normes nationales en matière d'éducation, pour l'abolition de la loi contrôlant les armes à feu et en faveur d'abaisser l'âge à 10 ans pour traîner les jeunes délinquants devant les tribunaux. Ce sont des points de vue que ne partage pas la majorité des Québécois, croit-il.

« Jean Charest deviendra un complice du plan B s'il devient chef de la succursale au Québec du Parti libéral de Jean Chrétien », a conclu M. Dubé.

Ce dernier lorgne l'investiture péquiste dans la circonscription de Saint-François pour le prochain scrutin.

Louise Harel invite les jeunes à s'instruire davantage

NORMAN DELISLE
de la Presse Canadienne,
SHERBROOKE

On a longtemps dit aux jeunes Québécois : « Qui s'instruit s'enrichit ». Il faut maintenant modifier le tir et leur dire : « Qui s'instruit travaille ».

Une étude toute récente du ministère de l'Emploi montre en effet que plus les jeunes acquièrent une formation, plus ils trouvent facilement un emploi.

L'étude de l'économiste André Grenier, d'Emploi-Québec, rendue publique hier par la ministre Louise Harel, montre que le taux de chômage est en relation directe avec la scolarité.

Ainsi, le taux de chômage est de 35,2 % chez les gens qui ont huit ans ou moins de scolarité. Il baisse à 24,2 % chez les diplômés du secondaire, à 21,4 % si ces diplômés du secondaire ont acquis une attestation de spécialisation professionnelle.

Pour ceux qui ont un diplôme collégial, le taux de chômage baisse encore plus, pour atteindre 11,5 %. Enfin, chez les diplômés universitaires, il n'est que de 8 % — 10,3 % chez les hommes et 6,2 % chez les femmes.

Le nombre de personnes âgées de 25 à 29 ans qui ont trouvé un emploi est en hausse. « Cette situation n'est pas étrangère au fait que depuis quelques années, la proportion de jeunes qui fréquentent l'école a augmenté », a noté la ministre Harel devant le Comité national des jeunes du Parti québécois, en réunion dans les Cantons de l'Est.

Par contre, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 19 ans qui ont quitté l'école atteint 27,4 %.

« Les conclusions s'imposent d'elles-mêmes. Ces jeunes vont devoir affronter un marché du travail de plus en plus exigeant avec bien peu d'outils pour y faire face. Si ces jeunes ne profitent pas des premières années de leur vie active pour relever leur niveau de compétence, ils seront très vulnérables au chômage et à l'exclusion leur vie durant », a dit la ministre Harel.

C'est pourquoi d'ailleurs la réforme de l'aide sociale actuellement à l'étude devant l'Assemblée nationale vise à inciter les jeunes désoeuvrés vivant de l'aide sociale à se doter d'un parcours personnalisé afin de développer des compétences ou d'acquérir des expériences valables pour trouver un emploi.

Mme Harel a insisté sur ce qu'elle appelle « le caractère personnalisé du parcours qui sera offert à chaque jeune ».

Certains seront invités à retourner aux études, d'autres participeront à une expérience communautaire, d'autres enfin feront des stages en milieu de travail.

Par ailleurs, la ministre a annoncé qu'elle sera à Toronto, jeudi et vendredi prochains, pour participer à la conférence fédérale-provinciale sur l'emploi pour les jeunes.

« J'irai réclamer qu'on unifie l'ensemble des efforts pour l'emploi des jeunes », a-t-elle dit en signalant qu'elle parlera non seulement au nom du gouvernement du Québec, mais de la vaste coalition québécoise pour la main-d'oeuvre, qui comprend les représentants des jeunes, du patronat et des syndicats.

Échanges de quotidiens entre Thomson et Hollinger

Presse Canadienne
TORONTO

Thomson Newspaper et Hollinger ont échangé vendredi trois quotidiens canadiens et américains.

Thomson, qui publie le quotidien torontois *Globe and Mail*, acquerra de Southam Newspaper, filiale de Hollinger, le *Medecine Hat News*, en Alberta. Hollinger, propriété de Conrad Black, achètera de son côté deux quotidiens de Virginie occidentale et de Pennsylvanie.

Le groupe Thomson a indiqué qu'il liera le *Medecine Hat Newspaper* à un autre quotidien et trois hebdomadaires du sud de l'Alberta pour en faire un groupe régional de marketing.

Thomson procède ainsi depuis le milieu des années 90 pour réduire ses coûts de production et partager les ressources.

Thomson possède 68 quotidiens en Amérique du Nord, dont 10 au Canada — le *Globe and Mail* et le *Winnipeg Free Press*, notamment. La compagnie mère, Thomson Corp., a annoncé la semaine dernière des bénéfices en hausse de 23 % en 1997 pour sa division quotidiens.

Le goupe Southam, la plus grande chaîne de quotidiens au pays, était propriétaire du *Medecine Hat Newspaper* depuis près de 50 ans. Hollinger possède ou contrôle, par l'entremise de Southam, plus de la moitié des quotidiens canadiens.

Hollinger, dont le siège social se trouve à Chicago, possède plusieurs petits quotidiens aux États-Unis, et y a aussi organisé ses activités en groupes régionaux pour réduire ses coûts de production.

Les Oscars et le peuple

Stéphane Laporte
collaboration spéciale

Il est 21 h. Ma blonde lâche un cri : Dépêche-toi, ça commence ! Le beau Tom Cruise arrive aux Oscars en limousine, vêtu de son plus chic smoking. Moi, j'arrive dans le salon en gougounes, vêtu de ma plus vieille robe de chambre. Selon que vous êtes riche et célèbre ou modeste et méconnu, la grande soirée des Oscars se vit fort différemment. Les stars fêtent. Le peuple regarde. C'est correct. Le peuple aime regarder.

Titi et moi, on est tout excités. On a hâte. Un gros bol de popcorn. Deux verres de Coke. Vivement les Oscars ! Ça va être une belle veillée. C'est sûr. Billy Crystal déclame son monologue d'ouverture. On rit. On les comprend pas toutes. Mais on rit pareil. On veut trouver ça bon. C'est les Oscars ! Pause commerciale. Titi et moi échangeons :

— D'après toi, qui va gagner l'Oscar du meilleur film ?

— J'pense que cette année, ça devrait se jouer entre *Liaisons dangereuses* de Bill Clinton et *Attraction fatale* de Gilbert Rozon.

— Arrête donc de niaiser !

Ça recommence. C'est la remise de l'Oscar du meilleur court métrage d'animation. Quatre barbus à lunettes sautent dans les airs et montent sur la tribune. Leurs remerciements durent plus longtemps que leur film ! Du monde, qu'on ne connaît pas, remercie pour un film qu'on n'a pas vu, d'autres personnes qu'on ne connaît pas. Passionnant. Les stars, au parterre, applaudissent poliment. Le peuple, dans sa maison, regarde les stars applaudir :

— Aie, as-tu vu c'est Leonardo DiCaprio !

— Il a l'air sur le party. Demain, il ne sera pas l'Homme au masque de fer. Il va être l'Homme à la gueule de bois !

— Arrête donc de niaiser !

Puis c'est la remise des Oscars pour le meilleur montage, la meilleure prise de son, le meilleur décor et le meilleur traiteur. Toujours plein de barbus à lunettes, qu'on n'a jamais vus, qui sautent dans les airs. Parfois, par bonheur, c'est un film qu'on connaît qui gagne. Malheureusement, ce n'est pas la vedette qui va chercher la statuette, mais deux vieux messieurs chauves. Les *producers*. Très passionnant. Les stars vont dans le hall prendre un verre de champagne. Le peuple va dans le frigidaire se prendre un autre Coke. Il est 23 h. On est rendu à l'Oscar pour la meilleure prothèse mammaire. C'est Demi Moore qui vient remettre le trophée. Ma blonde réagit :

— Ça s'peut-tu porter un décolleté comme ça !

— Quoi, y'est beau, son décolleté...

— Tu trouves ça beau ! Qu'est-ce que tu dirais si je portais un décolleté comme ça au mariage d'Éric et Isabelle ?

— Ben non, toi... c'est pas pareil.

— Pourquoi ?

— Toi, t'es... t'es pas une star.

J'aurais jamais dû dire ça. Ma blonde boude. Le peuple n'aime pas se faire remettre sa condition sociale dans la face. Ça va mal finir. Andy Garcia remet l'Oscar pour la meilleure greffe de cheveux. Ma blonde soupire : « Ça, c'est mon genre d'homme ! »

Je sourcille : « C'est l'fun ! Andy Garcia, y'est grand, y'a un gros nez et le teint méditerranéen. Moi je suis petit, j'ai un petit nez et le teint québécois. J'en déduis que je ne suis pas ton genre...

— Ben non, toi c'est pas pareil.

— Pourquoi ?

— Toi, t'es... t'es pas une star.

Un à un. Nous sommes en prolongation. Si Brad Pitt vient présenter la prochaine catégorie, je suis fait. Ben non, c'est Cindy Crawford. Le puck roule pour moi ! Ma blonde ne peut se retenir de me demander ce qu'elle me demande chaque fois que Cindy Crawford apparaît à l'écran : « T'a trouves-tu si belle que ça ? »

En temps normal, je réponds : Pas vraiment ! Ma blonde insiste. Elle me dit : Es-tu sûr ? Je réponds : Oui. Je la trouve ordinaire. Et ma blonde est heureuse. Mais là, je veux venger l'incident Andy Garcia. Alors je tartine épais :

— Oui, elle est vraiment très belle, très très sexy !

Ma blonde ne le prend pas : « Regarde-la ben, parce que moi, je m'en vais me coucher ! »

Titi se retire.

Il est minuit. Il reste encore 22 statuettes à remettre. Tom Cruise est assis dans la salle, entouré de poupounes. Moi je suis assis tout seul dans le salon. Le peuple commence à fatiguer. Je songe à abandonner. Mais je n'ai pas enduré toute la ribambelle de catégories plates pour rater celle du meilleur film. Alors je toffe. En somnolant un peu... L'Oscar des meilleurs effets spéciaux est remis à *Panne fatale* de Steve Flanagan. L'Oscar de la meilleure comédie va à *Menteur Menteur* de Stéphane Dion. L'Oscar du meilleur suspense va à *Double Identité* de Jean Charest. L'Oscar de la meilleure vente de feu est remis au *Monde perdu* de Claude Brochu. Je suis dans un semi-coma. C'est long. Je cogne quelques clous. Je me réveille. C'est le générique. J'ai raté l'Oscar du meilleur film ! Tom Cruise embarque dans sa limousine et s'en va dans un super party. Moi, je remets mes gougounes et je m'en vais me coucher.

Tous les ans, le peuple s'endort déçu. Sans avoir rêvé. En jurant que c'est la dernière fois. Mais le peuple n'a pas de mémoire.

Demain soir, c'est les Oscars. J'ai hâte !

Brocanteurs et prêteurs sur gages sous surveillance

RAYMOND GERVAIS

Afin de lutter encore plus efficacement contre le recel d'objets volés, la police de la Communauté urbaine de Montréal surveille étroitement depuis plus d'un ans les brocanteurs et les prêteurs sur gages, dont les commerces sont des endroits de prédilection pour les voleurs qui cherchent à écouler le produit de leurs vols.

Selon le sergent-détective Yvon Desroches, du centre d'enquête Sud de la police de la CUM, affecté à la surveillance des brocanteurs avec cinq autres policiers, il est fréquent de retrouver des objets volés dans ce type de commerce.

« Le brocanteur ne peut pas toujours savoir si l'objet qu'on lui apporte est volé. Il doit toutefois prendre certaines mesures afin de s'assurer qu'il n'achète pas des objets volés. Il doit les acheter de bonne foi et garder un oeil critique sur celui qui désire obtenir de l'argent pour de la marchandise », a expliqué le policier.

Pour se faire, un règlement de la Ville de Montréal touchant ce genre de commerce oblige les propriétaires à fournir quotidiennement au service de police une liste des objets obtenus ainsi que le nom et la description de celui qui a apporté la marchandise. De plus, le règlement oblige le prêteur sur gages à entreposer l'objet 30 jours avant de le mettre en vente.

« Si le brocanteur ne respecte pas la consigne et ne démontre pas la bonne foi nécessaire pour exercer sa profession et que nous retraçons dans son inventaire des objets volés, des accusations de recel sont alors portées contre lui. Toutefois, notre cible principale demeure le voleur lui-même », a expliqué le policier.

Toujours selon lui, Montréal compterait approximativement 250 brocanteurs et bijouteries qui achètent de la marchandise d'individus qui désirent troquer des biens pour du liquide.

Toutefois, la police ne possède pas de statistiques sur le pourcentage de marchandises volées écoulées par les prêteurs sur gages. Beaucoup d'objets volés se retrouvent dans des piqueries ou servent de monnaie d'échange pour acheter de la drogue. Une bonne quantité d'objets volés sont aussi vendus dans des endroits publics, tels les tavernes et les stationnements de centres commerciaux.

Deux scénarios possibles s'offrent au citoyen victime d'un vol qui croit avoir retrouvé son bien en vente chez un brocanteur. La victime de vol peut demander à un juge de la Cour supérieure de déterminer qui est le propriétaire de l'objet en question. Elle peut aussi communiquer avec la police qui peut obtenir un mandat de perquisition et saisir l'objet qui a été volé et le remettre au plaignant. Il peut également arriver que la victime d'un cambriolage doive racheter du brocanteur l'objet qui lui a été dérobé si ce dernier parvient à démontrer qu'il a agi de bonne foi. Le plaignant doit alors payer au brocanteur le montant apparaissant sur le contrat reliant le vendeur au brocanteur s'il veut reprendre son bien.

Comme l'a précisé le sergent-détective Desroches, la preuve de recel est plus facile à faire lorsque, par exemple, l'objet volé, dont la valeur est estimée à 100 $, est offert en vente à 20 $ ou encore, si le délai de 30 jours n'a pas été respecté. « On peut alors s'interroger sur la bonne foi du brocanteur », a ajouté le policier.

Serge Dupuis encore accusé de proxénétisme

Presse Canadienne
QUÉBEC

Arrêté vendredi soir pour une troisième fois en six mois, Serge Dupuis a été accusé de neuf chefs relatifs au proxénétisme, hier, au palais de justice de Québec.

Le ministère public accuse Dupuis d'avoir poussé des jeunes femmes à se prostituer, en mars, et d'avoir vécu des fruits de la prostitution. Deux chefs lui ont été attribués parce qu'il aurait employé deux adolescentes de 15 ans, en octobre.

L'ex-enseignant a plaidé non-coupable à chacune des accusations. Confiant, son avocat, Me Michel Barrette, a d'ailleurs assuré que la poursuite n'avait aucune preuve.

Quant à lui, le procureur de la Couronne, Me Georges Letendre, s'est opposé à la remise en liberté de l'ancien professeur de sciences physiques. « Monsieur est un récidiviste, et je l'ai accusé d'infractions très graves, a-t-il justifié à sa sortie de la salle d'audience. Il y a des mineures impliquées, deux jeunes filles qui étaient en fugue, et ça, c'est un facteur aggravant.'

Dupuis reviendra devant la cour pour la tenue de son enquête sous remise en liberté, jeudi.

Me Barrette entend bien contester chaque chef d'accusation et obtenir la libération de son client en attente de son procès. « Me Letendre est un procureur très expérimenté, mais aucune preuve n'a encore été déposée jusqu'à maintenant », a-t-il fait valoir.

Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal

ATTAQUES DE PANIQUE ?

- Battements cardiaques accélérés
- Souffle court
- Étourdissements
- Tremblements
- Douleur ou point à la poitrine
- Peur de mourir ou de perdre le contrôle
- Impression ou peur de perdre conscience

Vous pourriez avoir une condition appelée **trouble panique** et participer à **une étude**

Nous vous proposons de bénéficier d'une médication déjà sur le marché, mais dont on veut vérifier l'efficacité dans le traitement du trouble panique. Si cette étude vous intéresse, vous pouvez nous contacter à la

Clinique des Troubles Anxieux de l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal, au

338-3910

2615153-M

FINI MYOPIE ET ASTIGMATISME !

■ Vous désirez éliminer vos lunettes ou lentilles cornéennes grâce au LASER EXCIMER ?

■ Assistez au SÉMINAIRE GRATUIT offert par l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, un centre affilié à l'Université de Montréal.

Le 24 mars à 19 h

Centre Laser Excimer HMR
Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Pavillon Rosemont
5689, boul. Rosemont
Montréal (Québec)
■ (514) 252-3553

C1006203 2612486

DON IN MEMORIAM

2075, rue de Champlain, Montréal (Québec) H2L 2T1
Tél. : (514) 527-2194 • 1 800 363-0063

Un cadeau merveilleux

Icônes par Rosette Mociornitza
2612495
(514) 656-0188

DOUBLE ZÉRO SUR L'ELANTRA

ELANTRA
GL de base
à partir de 198 $* /mois/48 mois

0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 $ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

Pour 20 $ de plus par mois
ELANTRA
ÉDITION SPÉCIALE
à partir de 218 $* /mois/48 mois

0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 $ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION
• Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
• Aileron arrière de couleur assortie • Phares antibrouillards à l'avant
• Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
• Télécommande d'ouverture du coffre arrière
• Et encore davantage

Des voitures débordantes d'équipements spéciaux qui s'ajoutent à une longue liste d'équipements de série.

ELANTRA
familiale de base
à partir de 218 $** /mois/48 mois

0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 $ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

Pour 20 $ de plus par mois
ELANTRA
familiale ÉDITION SPÉCIALE
à partir de 238 $** /mois/48 mois

0 $ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ / 0 $ DE TRANSPORT ET PRÉPARATION
• Roues de 14 po en alliage avec pneus radiaux Michelin
• Console centrale de luxe avec appuie-bras et rangement
• Volant et pommeau de levier de vitesses gainés de cuir
• Radiocassette stéréo AM/FM de luxe avec lecteur de DC et 4 haut-parleurs
• Porte-bagages au toit
• Télécommande du volet de réservoir • Et encore davantage

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :
5 ANS / 100 000 km (éléments importants)
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. Selon les programmes de location de Hyundai Crédit Canada. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA GL 98 de base à partir de 198 $/mois et l'ELANTRA ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 218 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 9 504 $ et de 10 464 $. 850 $ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. **Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour l'ELANTRA FAMILIALE 98 de base à partir de 218 $/mois et l'ELANTRA FAMILIALE ÉDITION SPÉCIALE 98 à partir de 238 $/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 464 $ et de 11 424 $. 850 $ comptant et aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus, taxes et immatriculation en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 8 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 mars 1998.

HYUNDAI
Une ère nouvelle

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD
CHOMEDEY HYUNDAI, 682-6000
DESMEULES HYUNDAI, Laval, 668-6393
HAMEL HYUNDAI, St-Eustache, 974-0440
HOULE ET FRÈRES HYUNDAI, Terrebonne, 471-4647
HYUNDAI AUTO ST-JÉRÔME, St-Antoine, 432-4252
HYUNDAI BLAINVILLE, 434-5484

EST
COITEUX HYUNDAI, Montréal, 521-3201
HYUNDAI GABRIEL, Anjou, 329-7777
HYUNDAI REPENTIGNY, 856-7794

OUEST
AUTOMOBILES ULSAN LTÉE, Dorval, 683-5702
HYUNDAI VAUDREUIL, 455-3677
MÉTRO HYUNDAI, 485-0001

SUD
HYUNDAI CASAVANT, St-Hyacinthe, 774-6344 / 861-5028
HYUNDAI DE CHÂTEAUGUAY, 699-8555
HYUNDAI LA PRAIRIE, 659-2500
HYUNDAI VARENNES, 652-4979 / 875-1978
LES AUTOMOBILES CLOGINOR INC., St-Jean-sur-Richelieu, 348-6817
LONGUEUIL HYUNDAI, 670-2080
SERAY AUTO INC., Chambly, 875-1959

2611374-M

La Course de François Péloquin

Le « space cow-boy » connaît son lot d'avaries

CHARLES GRANDMONT

Après plus de trois mois de Course, François Péloquin se demande encore ce qu'il fait là.

Le « space cow-boy », ainsi surnommé par les autres concurrents parce qu'il a tendance à rêvasser, a posé sa candidature à la Course destination monde un peu comme un marxiste-léniniste qui, par principe, déciderait de se présenter aux prochaines élections.

Sans trop se faire d'illusions, cet étudiant en science politique à l'Université du Québec à Montréal a envoyé son dossier de candidature à Radio-Canada. Il avait plusieurs voyages dans le corps, mais aucune expérience avec une caméra.

« Partir comme ça pour aller faire des films, c'était quelque chose de trop gros à mes yeux. Je me sentais comme un petit cul sur le coin de la rue qui regarde passer la parade », raconte-t-il, depuis sa chambre d'hôtel de Cochin, à l'extrémité sud de l'Inde.

Il a sauté dans la parade et depuis, il est à la recherche du meilleur moyen de profiter de sa chance. Jusqu'à présent, le jeune homme de 25 ans n'a pas eu de chance. Quand *La Presse* lui a parlé au début du mois, il venait de passer plusieurs jours malade au lit, « déshydraté, en diarrhée, avec une grosse fièvre et habillé comme en hiver ».

LA COURSE
DESTINATION MONDE

En décembre, trois semaines après son départ, il a été pris d'une crise de foie en pleine ascension de l'Aconcagua, la plus haute montagne d'Amérique, qui culmine à 7000 mètres d'altitude dans la cordillère des Andes argentine.

À 2000 mètres du sommet, ce grand amateur d'escalade a dû redescendre, seul, jusqu'à Mendoza, « une ville qui a l'air d'un gros centre d'achats », où il a passé une veille de Noël des plus déprimantes. Après 36 heures sans boire ni manger, il a réussi à terminer le montage d'un film sur son ascension, placé sur le thème du dépassement personnel. « Je me demande pourquoi je n'ai pas eu envie de faire un film sur la plage et les bikinis », blague-t-il.

Les fidèles de la Course n'ont cependant jamais vu ce film, l'équipe de production l'ayant censuré. « Ça m'a écoeuré sur le coup, mais avec du recul, la réalisatrice-coordonnatrice a pris une bonne décision, avoue-t-il. Ce film reprenait pas mal les thèmes de mon autoportrait et il était d'une humeur trop personnelle. Ça ne cadrait pas avec la nouvelle image que la Course voulait se donner cette année. »

François Péloquin, qui se décrit comme bourru et colérique, préfère « les petits films émotifs » aux gros reportages d'affaires publiques.

Tout de même, cette rebuffade a sérieusement refroidi ses ardeurs. « Je sentais que l'équipe à Montréal était sur mes talons alors que j'étais dans un moment de stress et même de détresse. Ça m'a fait décrocher et je me suis dit que s'ils veulent me rapatrier parce que je ne suis pas assez bon, qu'ils le fassent et ce sont eux qui en porteront l'odieux. »

Cette attitude l'a bien servi car il a rapidement repris goût à la Course. Pas question pour lui de changer sa façon de faire. « Au début, j'essayais de trouver des sujets chocs, mais je n'ai plus besoin de ça. J'ai envie de m'en tenir à l'émotion, pas de faire des documentaires ou des affaires sociales. »

Après cinq films, il a récolté une caméra d'or et deux caméras de bronze, mais il n'en a cure. Le plus important, c'est de vivre à fond son orbite autour du globe, peu importe les résultats.

Il lui reste à parcourir le Bangladesh, le Laos, la Chine et le Japon et après, c'est le retour à la réalité à Montréal. À un mois et demi du retour, François sait déjà que le bac en science politique risque d'être dur à terminer. « Je ne sais pas trop ce qui m'attend, dit-il. Je veux m'arranger pour continuer à faire des films, ça m'électrise trop. Je ne sais pas comment je vais m'y prendre, mais on verra bien. »

Les ruelles mieux nettoyées dans Villeray

YANN PINEAU

Les ruelles seront dorénavant mieux nettoyées dans le quartier Villeray, a annoncé hier la conseillère municipale Anie Samson (Octave-Crémazie) lors du septième « samedi du maire », qui se tenait devant 300 personnes dans une salle de la rue Jean-Talon.

« Les gens de mon quartier trouvaient dommage qu'on nettoie les rues trois ou quatre fois par semaine alors que les ruelles ne le sont que beaucoup plus rarement, a expliqué hier Mme Samson. Pourtant, c'est dans les ruelles qu'on ramasse les poubelles et, comme il y a peu de parcs dans le secteur, c'est souvent là que les enfants jouent. »

Dans 15 jours donc, la fréquence de nettoyage des rues sera réduite dans Villeray à deux fois par semaine et les ressources ainsi libérées seront affectées au nettoyage des ruelles.

Une fois par mois

« La fréquence de nettoyage dans les ruelles ne sera pas aussi importante que dans les rues, a ajouté Mme Samson, mais elles seront nettoyées au minimum une fois par mois. »

Par ailleurs, cette assemblée du parti Vision Montréal a été la plus courue depuis le début de la tournée des « samedis du maire ».

Pierre Bourque a pris la parole devant 300 personnes alors que la foule est d'habitude moitié moins importante.

Comme lors des semaines précédentes, le maire a dressé un bilan positif de son administration.

Il a notamment souligné avec une fierté non dissimulée l'entente survenue avec les syndicats municipaux qui a permis de faire fondre d'un milliard de dollars le déficit actuariel des caisses de retraite.

Pierre Bourque a également précisé que le part des emplois municipaux que la Ville réservait dorénavant aux minorités culturelles concernait tout autant les emplois temporaires que les emplois permanents.

Selon lui, réserver 40 % des postes aux minorités ne fait que refléter leur place dans la population montréalaise.

L'impact de cette mesure sur les emplois permanents est toutefois limité, indique le maire, car la Ville n'embauche pratiquement plus.

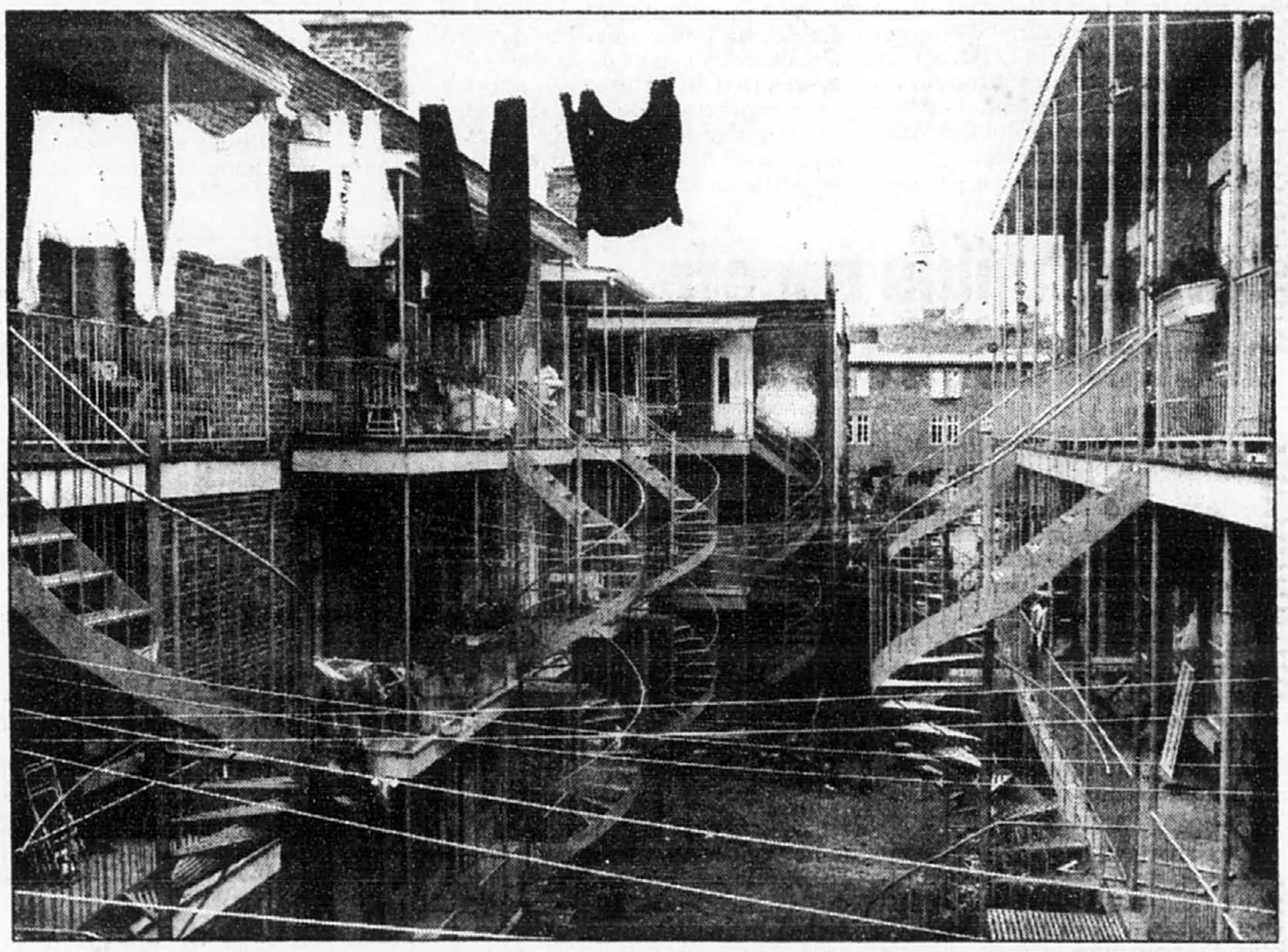
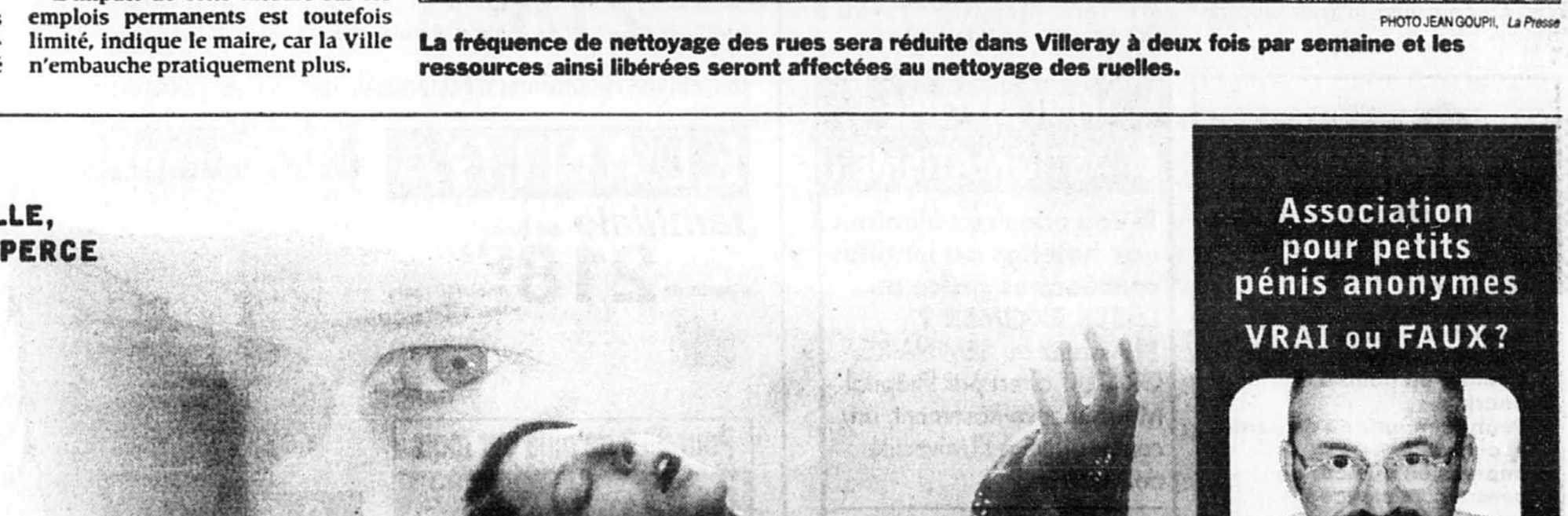


PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

La fréquence de nettoyage des rues sera réduite dans Villeray à deux fois par semaine et les ressources ainsi libérées seront affectées au nettoyage des ruelles.

ON LA CROYAIT FOLLE, JUSQU'À CE QU'IL PERCE SON SECRET



Association pour petits pénis anonymes

VRAI ou FAUX?

CE SOIR 19 h
PLANÈTE EN FOLIE

Avec Michel Barrette

TVA

CINÉMA PROVIGO
NELL
AVEC JODIE FOSTER

Ce soir en primeur 20h

Expansion de la CUM : ... un jour

MARTIN PELCHAT

Les maires de Laval et de la Rive-Sud peuvent dormir tranquilles : Québec est encore loin d'imposer l'adhésion de leurs municipalités à la CUM.

Invité hier au dernier atelier d'un colloque de l'UQAM sur « la CUM et les nouveaux enjeux métropolitains », le ministre d'État à la Métropole, Robert Perreault, a plutôt proposé aux acteurs de la grande région métropolitaine d'accepter une idée « toute simple », dit-il, celle « que nous formons tous ensemble une agglomération urbaine réelle ».

« Est-ce que Québec doit imposer quelque chose ? Je ne suis pas sûr », a affirmé M. Perreault, qui s'est dit d'accord avec le maire de Montréal, Pierre Bourque, pour qui les « structures » ne sont pas la priorité.

Même s'il reconnaît personnellement que « oui, sûrement un jour », il faudra élargir la CUM et que « peut-être un jour » il faudra réduire le nombre de municipalités ou concrétiser le concept d'« une île, une ville », M. Perreault note surtout qu'« à l'évidence, l'ensemble de la communauté n'a pas une idée claire de ce que devrait être le modèle idéal ». Québec non plus n'a pas fait son lit, a-t-il indiqué.

Chose certaine, dit-il, Montréal ne représente plus aujourd'hui qu'« un certain nombre de quartiers de l'agglomération urbaine réelle ». « Saint-Laurent, Pointe-Claire, Anjou, sont des pôles d'attraction de la métropole, comme Laval et Longueuil. »

Et comme la plupart des participants au colloque, le ministre estime qu'il faut trouver d'abord une solution durable aux problèmes financiers de Montréal, sans laquelle apparaît impossible « une discussion sereine », entre tous les partenaires, sur l'avenir de la métropole.

« Je confirme que Québec et Montréal, au cours des toutes prochaines semaines, seront en mesure d'annoncer des nouvelles intéressantes », a dit M. Perreault, devant qui Pierre Bourque venait d'insister sur les... 10 milliards investis par le gouvernement américain et le Massachusetts pour aider Boston.

La prudence de M. Perreault, tout comme celle manifestée vendredi soir, à l'ouverture du colloque, par le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel, ont probablement déçu la présidente du comité exécutif de la CUM, Vera Danyluk, selon qui une intervention de Québec est indispensable pour amener les couronnes à participer financièrement aux coûts métropolitains.

Les couronnes profitent de la métropole et « s'accroissent à nos dépens », dit-elle, « sans avoir à faire l'effort fiscal correspondant. C'est une aberration, un scandale ».

Pierre Bourque s'est pour sa part montré peu enclin à se lancer dans un débat régional, trop occupé, a-t-il insisté, à « augmenter d'abord la crédibilité et l'*attractivité* de Montréal ». « C'est évident que le maire de Montréal, actuellement, sa priorité n'est pas dans les structures », a-t-il déclaré.

Le président de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal (CMBM), Georges Bossé, s'est dit opposé à l'expansion de la CUM de l'autre côté des ponts... pour une « deuxième opération de sauvetage de Montréal ». « Pas question d'un deuxième hold-up financier », a-t-il lancé.

M. Bossé a annoncé que la CMBM et la Ville de Montréal s'étaient entendues pour présenter au début de 1999 le fruit d'une réflexion commune sur le devenir de la métropole, réflexion à laquelle seront invités à participer les élus des deux rives.

Adversaire depuis peu déclaré de Pierre Bourque à la mairie de Montréal, Jean Doré était lui aussi un invité de l'UQAM et n'a pas manqué l'occasion d'y livrer un premier discours public à saveur nettement électorale.

La réforme des prisons dénoncée comme inhumaine

ÉRIC TROTTIER

Le criminologue André Normandeau estime que les nouvelles mesures pour éliminer la surpopulation carcérale vont à l'encontre des normes de l'ONU pour l'emprisonnement des détenus.

« Ces mesures vont à l'encontre des normes internationales d'espace vital édictées par l'ONU après la Deuxième Guerre mondiale, en 1948. On pourrait facilement les contester devant les tribunaux », a déclaré M. Normandeau, hier, en entrevue.

Le criminologue de l'Université de Montréal réagissait à un reportage de *La Presse* annonçant un train de mesures adoptées par le ministre de la Sécurité publique, Pierre Bélanger, pour désengorger les prisons québécoises. L'une de ces mesures vise à ajouter un troisième détenu dans les cellules de certaines prisons. Déjà les cellules de l'aile G de la prison de Bordeaux sont occupées par trois détenus.

Selon M. Normandeau, les cellules de la vieille prison n'ont certes pas l'espace pour accueillir trois détenus. « Avec le niveau de stress que vivent les détenus, le fait de se retrouver à trois dans de si petits espaces risque de provoquer plus de conflits », dit M. Normandeau.

Le porte-parole de l'Office des droits des détenus, Jean-Claude Bernheim, estime pour sa part injuste la décision d'installer trois détenus dans une même cellule pour éliminer la surpopulation carcérale.

« C'est une très mauvaise décision, a déclaré M. Bernheim. L'objectif du ministre vise strictement la punition. Dans ce contexte, il sera totalement impossible de faire de la réhabilitation. Au contraire, les conditions de détention vont se détériorer davantage, ce qui va mettre en péril la réhabilitation des criminels légers », dit-il.

« Pour les détenus, le rejet de la société sera accentué, poursuit-il. Or, il ne faut pas oublier qu'ils ne sont pas dangereux ; ceux qui se retrouvent dans les prisons provinciales ont des peines de moins de deux ans et 80 % d'entre eux ont des sentences de moins de trois mois... »

M. Bernheim ajoute que la décision du ministre Bélanger doit se lire dans le contexte des compressions budgétaires imposées aux prisons. « Le gouvernement a coupé le personnel, ce qui fait que les gardiens doivent montrer plus de rigueur et font plus de répression. Au bout du compte, on va se retrouver avec plus de problèmes... »

PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

32e jour

Les Chiliens qui font la grève de la faim depuis 32 jours dans le sous-sol de l'église Saint-Jean-de-la-Croix sont fatigués et passent tout leur temps allongés sur des lits de camp. Selon un porte-parole du groupe, qui proteste contre l'attitude d'Immigration Canada à leur égard, 16 personnes font encore la grève, dont neuf depuis le début, le 18 février. Luis Gatica, 37 ans, est de ceux-là. Il a perdu 15 kilos depuis un mois. Sa femme Jacoba Rios fait aussi la grève.

Vibrant hommage à Yves Landry

Presse Canadienne
THETFORD MINES

« Dans ma vie, j'en ai rencontré des personnalités importantes du monde des affaires et du monde du sport, mais mon idole, c'est Yves Landry. »

Me Marcel Aubut, ancien président des Nordiques de Québec, a livré un vibrant hommage au défunt président de Chrysler Canada, hier, lors de ses funérailles qui avaient lieu à Thetford Mines, dans la région de l'Amiante.

Devant près de 2000 personnes réunies en l'église Saint-Alphonse, dont le lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault, le ministre fédéral Marcel Massé, le ministre provincial Roger Bertrand et plusieurs représentants de la haute direction de Chrysler Canada, Me Aubut a fait l'éloge de l'homme d'affaires mort subitement en Floride, lundi. Il a d'abord souligné les talents de leader, de bâtisseur, de rassembleur et de motivateur du disparu.

« Un homme que j'aimais comme un frère. Il était tellement admirable que j'essayais de l'imiter en tous points », a-t-il déclaré.

Me Aubut a également souligné l'attachement de M. Landry envers sa compagnie. « Il mangeait, vivait et dormait avec Chrysler en tête. Il s'assurait aussi régulièrement que je conduisais bien une voiture de marque Chrysler, et j'ai l'impression que, même là-haut, il continuera encore à me surveiller », a-t-il dit.

À l'issue de la cérémonie, Gaétan-Yves Landry, qui passait toujours une partie de ses vacances annuelles à Thetford Mines, sa ville natale, a été inhumé parmi les siens au cimetière Saint-Alphonse.

MICRO EXPO 98
LA PLUS IMPORTANTE EXPOSITION - VENTE D'INFORMATIQUE AU QUÉBEC.
27-29 MARS
VENDREDI 10 H À 21 H
SAMEDI ET DIMANCHE 10 H À 18 H
PLACE BONAVENTURE
PLUS DE 75 EXPOSANTS
LES MEILLEURS PRIX !
GAGNEZ UN Winhead. PENTIUM 166 MMX «SLIMNOTE 9T" D'ULTRASOFT
ENTRÉE GRATUITE
2615675-M-325

MBR PARTNERS INTERCONSUL INC.
BUSINESS TRANSACTION/TRANSACTION D'AFFAIRES
800, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 450, Montréal (Québec) H3B 1X9
Tél. : (514) 396-6592 Fax (514) 396-6593
Courtiers Immobiliers Agréés Internet :www.resomatic.com/mbr
B1305-M-322

Région de Montréal — MANUFACTURIER ET DÉTAILLANT DE MATELAS — Très rentable — Bâtiment inclus — 1103
Cantons de l'Est — MOTEL INTIME DE LA CAMPAGNE — Toutes chambres avec cuisinettes — 80 % d'occupation pendant toute l'année — 90 % clientèle répétée — Centre-ville près de tout 0202
Rive-Sud À vendre — CENTRE PNEUS VENTE ET SERVICE — Clientèle établie — Clés en main — 1107
DILALLO BURGER RESTAURANT — Établi depuis 67 ans — Complètement rénové cette année — Clientèle fidèle et personnel avec expérience Comprend revenus de 4 franchises — 0102
RESTAURANT À VENDRE — Location idéale — Revenus avantageux — Établi depuis 35 ans — Récemment rénové — Excellent potentiel — Menu complet avec livraison et service comptoir — 0101
Région de Montréal — RESTAURANT — de 100 places — Établi depuis plus de 10 ans — Location idéale — Clientèle fidèle — Nouvellement rénové — 0201
BRASSERIE — 2 Permis S.L. V.Q. + Bar + Restaurant — Clientèle établie — Bon achalandage — Atmosphère agréable — Plus de 200 places — 0196
St-Sauveur — RESTO-BAR — 100 places + 20 patios — Clés en main — Vaste stationnement — Propriétaire à la retraite — 0195
Importante manufacture italienne spécialisée en roues et roulettes de toutes dimensions pour chariots. Produits de bonne qualité et compétitifs. Propriétaire intéressé à développer le marché canadien. À la recherche de distributeur exclusif pour tout le territoire du Canada et/ou agents régionaux. Si intéressé, veuillez communiquer avec nous. Fax : (514) 396-6593

LIQUIDATION D'ARTICLES MÉNAGERS
AUTORISÉE PAR LES FABRICANTS
ÉVITEZ LES INTERMEDIAIRES! ACHETEZ DIRECTEMENT DU FABRICANT ET ÉCONOMISEZ!
BENIX & CO. a été autorisé à liquider plus de 5 000 000 $ de stock de nos usines outre-mer ! Tout le stock dans nos méga-entrepôts doit être vendu! Économisez jusqu'à 80 % !
AUJOURD'HUI VENDREDI 10h - 21h
SAMEDI 9h - 17h
ÉCONOMISEZ JUSQU'À 80%
Cadre pour photo 1$ Cour. 10$ — Planche à découper 5$ Cour. 20$ — Plateau plaqué argent 10$ Cour. 30$ — Ultimate Organizer 27 pièces 15$ Cour. 40$
VAISSELLE — ARTICLES DE CUISSON — COUTELLERIE — VERRERIE
Service de vaisselle 20 pièces pour 4 19,99$ Cour. 59,99 $
Service de vaisselle fine pour 8 59,99$ Cour. 149,99 $
Service de fine porcelaine 118 pièces pour 12 199,99$ Cour. 599,99 $
Batterie 7 pièces avec poêle Silverstone 59,99$ Cour. jusqu'à 159,99 $
Batterie Milano 10 pièces en acier inox 18 / 10 249,99$ Cour $599.99
PRIME! MARMITE 16 PINTES GRATUITE! Valeur de 100 $. Prime gratuite à l'achat d'une batterie Milano
Coutellerie en acier inox 20 pièces Service pour 6 29,99$ Cour. 59,99 $
Coutellerie en acier inox 44 pièces Service pour 8 59,99$ Cour. 129,99 $
Fabriquée en Italie Coutellerie 51 pièces en acier inox 18 / 10 Service pour 12 269,99$ Cour. 459,99 $
Verres tout usage Jeu de 4 5,99$ Cour. 19,99 $
Choix d'assiettes et bols 5,99$ Cour. jusqu'à 12,99 $
Ensemble de bar 18 pièces 9,99$ Cour. 21,99 $
BENIX & CO.
IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
7335, BOUL. DÉCARIE angle Jean-Talon face à la station Namur
3213, AUTOROUTE 440 Chomedey, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus
LUN.-MERC. 10 H - 18 H JEU.-VEND. 10 H - 21 H SAM. 9 H - 17 H. DIM. 10 H - 17 H.

Transmission automatique
Faut la voir pour le croire!
COROLLA 98 VE
à partir de 159,00$ par mois
■ Radio cassette
■ Enjoliveurs de roues
■ Miroirs télécommandés
■ Moulures latérales
Et plus...
ARRIVE EN VILLE!
Transport et préparation inclus.
Véhicules en inventaire seulement et légèrement utilisés. Mensualité basée sur des locations de 24 mois. Dépôt initial de 1799,00 $. Taxes, immatriculation, assurance et dépôt de sécurité en sus. Des restrictions sur le kilométrage peuvent s'appliquer.
TOYOTA Centre-Ville
935-6354 1922 Ste-Catherine O.
http://www.autolinq.com/toyotacv

Votre page Web de A à Z

Le Net sans filet

ANNE-MARIE BURNS
Collège de Bois-de-Boulogne

Après plusieurs heures de navigation, vous avez dû constater que rares sont les sites comportant une seule page. Le présent article tâchera donc de faire la lumière sur la structure de l'ensemble des pages qui composeront votre pignon sur Web.

Les liens hypertexte sont les éléments qui, dans une présentation Web, vous permettent de naviguer d'une section à l'autre d'un document, d'aller visiter d'autres pages traitant du même sujet ou encore, de communiquer avec l'auteur. Ils sont le principe même de la grande toile qu'est Internet. Par conséquent, vous devez être à même de les intégrer dans votre page sans vous y empêtrer, au risque d'en être prisonnier.

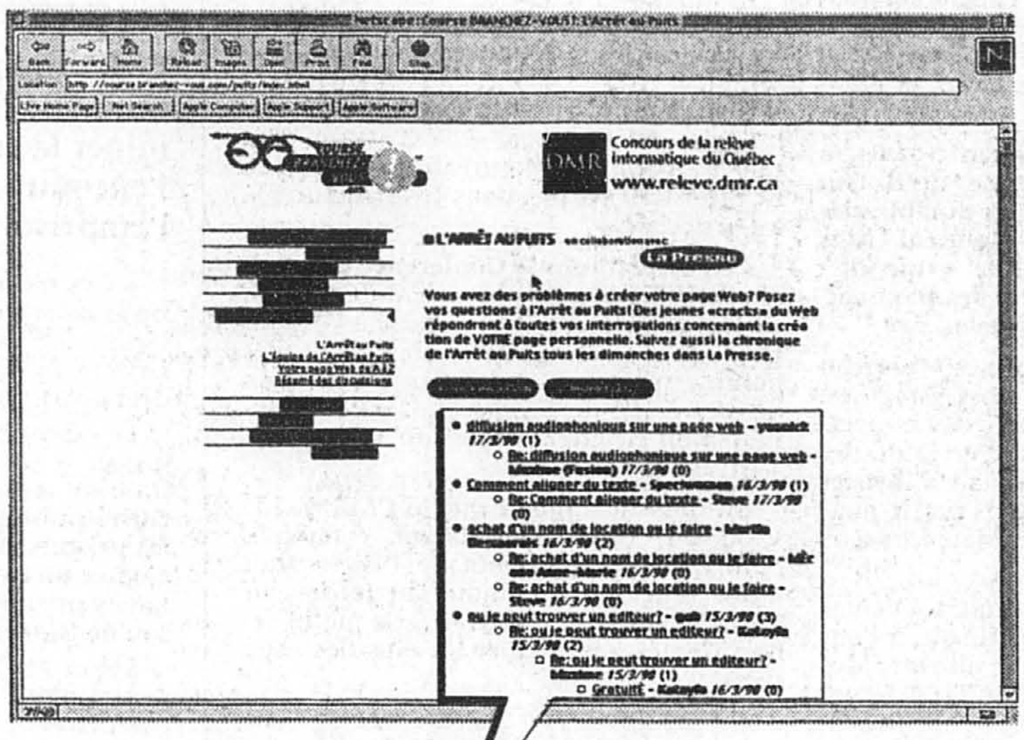
Ne perdez jamais de vue que sur le Web, la première impression est cruciale. Votre page d'accueil devra donc se charger rapidement et permettre aux visiteurs d'accéder facilement au reste de votre site. De plus, le visiteur devra pouvoir se référer à cette page d'accueil en tout temps.

Traditionnellement, une page d'accueil comporte un bref paragraphe de description et une liste faisant office de table des matières. Cette liste est ordinairement composée de liens dirigeant le visiteur vers d'autres sections du site. Assurez-vous de donner à vos pages des noms significatifs qui vous permettront de les distinguer entre elles. Les fureteurs chargent automatiquement la page « index.html » d'un répertoire, il est donc avantageux de nommer ainsi votre page d'accueil.

Pour créer votre liste, vous n'avez que deux balises à maîtriser : celle produisant la liste et celle permettant de créer un lien. De plus, vous verrez que la balise du lien vous permet de communiquer avec vos visiteurs par l'entremise de votre adresse électronique.

N'oubliez jamais de créer un lien vers votre page d'accueil sur chacune de vos pages.

Voilà, il ne reste qu'à vous inciter à communiquer en utilisant l'attribut «mailto :» de la fonction A HREF.<A HREF="mailto:course@branchez-vous.com">Écrivez-moi! </A>



- diffusion audiophonique sur une page web - yannick 17/3/98 (1)
  - Re: diffusion audiophonique sur une page web - Maxime (Fusion) 17/3/98 (0)
- Comment aligner du texte - Spectreoman 16/3/98 (1)
  - Re: Comment aligner du texte - Steve 17/3/98 (0)
- achat d'un nom de location ou le faire - Martin Desmarais 16/3/98 (2)
  - Re: achat d'un nom de location ou le faire - Mère ano Anne-Marie 16/3/98 (0)
  - Re: achat d'un nom de location ou le faire - Steve 16/3/98 (0)
- ou je peut trouver un editeur? - gab 15/3/98 (3)
  - Re: ou je peut trouver un editeur? - Katayfa 15/3/98 (2)
    - Re: ou je peut trouver un editeur? - Maxime 15/3/98 (1)
      - Gratuité - Katayfa 16/3/98 (0)

Voici un bon exemple d'une liste simple dotée d'hyperliens qui dirigent vers d'autres pages Web.

Il existe trois types de liens:

1. ceux qui envoient à l'extérieur de votre site (sous-titre). Lorsque le lien pointe vers un site situé sur un autre serveur que le vôtre, vous devez indiquez son adresse URL complète (http://www);

2. ceux qui réfèrent à une page à l'intérieur de votre site (sous-titre). Lorsque la page à atteindre fait partie du même répertoire (même dossier, même niveau) que celle de la page de départ, vous pouvez l'appeler par son titre (par exemple, puits.html);

3. ceux qui réfèrent à une section de votre page (sous-titre). S'il s'agit d'un lien vers une section de la page, vous devez faire précéder le titre du lien par le dièse (#ancre). Ensuite, près de la section de votre page où vous voulez pointer, il est important d'insérer la balise <A NAME="ancre"> On appelle ce genre de lien des «ancres». Vous pouvez, bien sûr, changer le mot «ancre», dans le code, par le titre que vous voudrez.

Infographie *La Presse*

La liste

Vous ouvrez une liste avec la balise <UL> et vous la fermez avec </UL>.
Chacune des lignes de la liste sera définie par <LI> et suivie par du texte, ou par un lien, ce qui donne:

```
<UL>
<LI> <A HREF="puits.html">L'Arrêt au puits</A>
<LI> <A HREF="http://www.clic.net/~resophil/">Résophil</A>
<LI> <A HREF="#tortues">Les Tortues</A>
</UL>
```

Notez que la balise <LI> ne comporte pas de borne de fermeture.

Infographie *La Presse*

COURSE. BRANCHEZ-VOUS ! .com MC

Les chroniques de « Votre page Web de A à Z » sont présentées dans le cadre de la Course BRANCHEZ-VOUS ! une compétition sur Internet qui amène les participants à créer et animer un site Web pendant quatre mois sur le thème : « Les métiers du XXIe siècle ! ». Cette année, neuf équipes formées d'étudiants du niveau collégial de tout le Canada, prennent part à la compétition.

Posez vos questions

Pour compléter votre formation, rendez-vous sur le site de la Course BRANCHEZ-VOUS ! dans la section « Arrêt au Puits ». Posez vos questions aux rédacteurs de « Votre page Web de A à Z » sur l'un ou l'autre des sujets traités dans les chroniques.
http://course.branchez-vous.com

Parlons Web

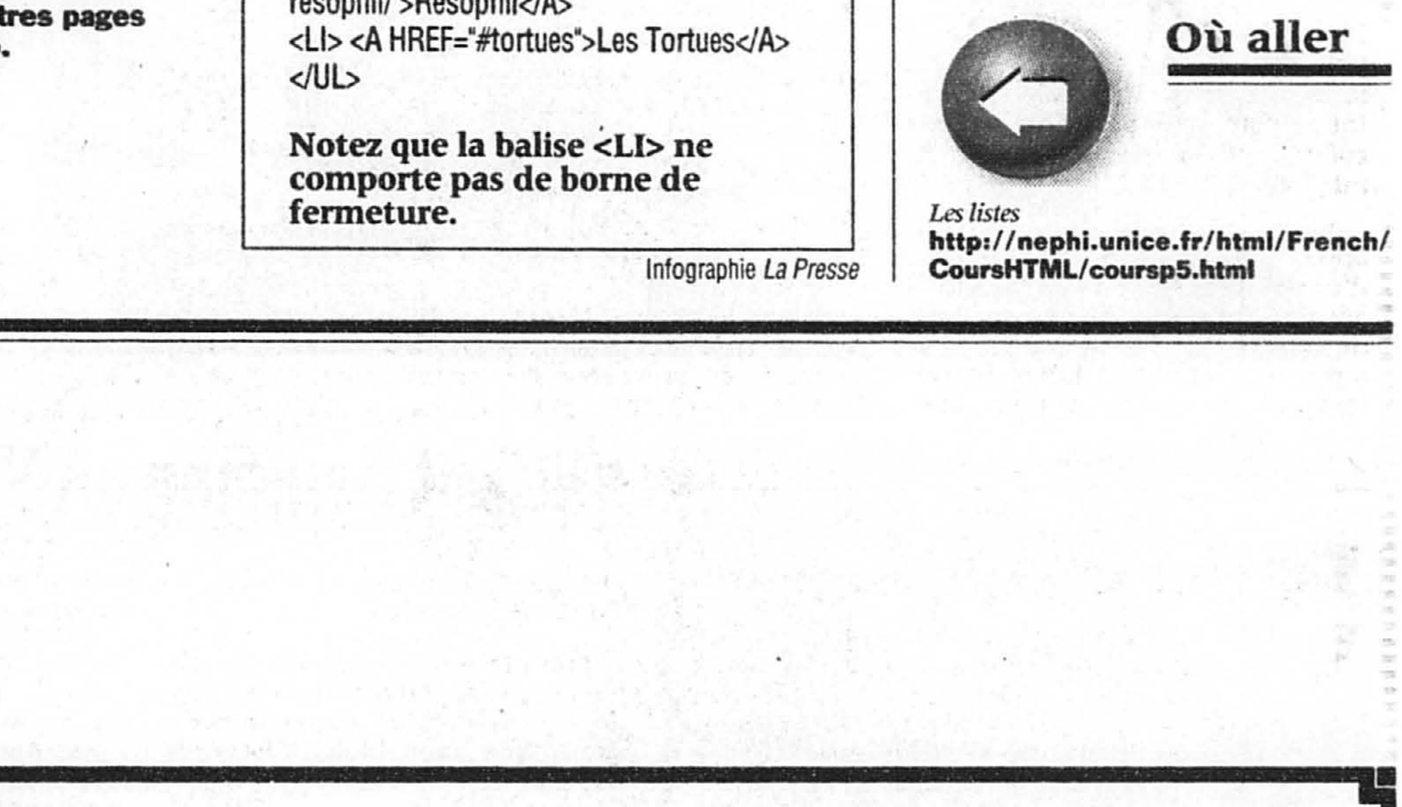
Répertoire

On pourrait comparer le répertoire à un dossier dans un classeur. C'est dans ce dossier que vous allez placer vos pages. Pour trouver une page d'un autre dossier, il faut connaître le nom et l'emplacement de ce dossier.

Où aller

Les listes
http://nephi.unice.fr/html/French/CoursHTML/coursp5.html

BLACK & DECKER®
LIQUIDATION DU PRINTEMPS
DEMAIN
Lundi 23 mars
8 h 30 à 18 h
au samedi 28 mars
9 h à 17 h
*Jusqu'à 50 % de rabais
outils, accessoires; petits électroménagers et plus
Ne la manquez pas!
3061 rue Bélanger
(coin 8e av.)Montréal
Tél.: (514) 722-1021
5840 boul. Taschereau
(près de Lapinière) Brossard
Tél.: (514) 462-4881
DEWALT®
Outils industriels haute performance
*Unité de service garantie complète du manufacturier
2614706

JOUEZ POUR JOUER


Une leçon de tennis
GRATUITE,
ça vous dit?
Gratuite. Vraiment gratuite. Sans aucune obligation de votre part. Cette leçon de groupe s'adresse à toute personne âgée de 18 ans et plus **qui n'a jamais joué au tennis ou du moins très peu**.
L'équipement est prêté. Le rire, l'exercice et les amis sont inclus.
Alors, à vous de jouer. Inscrivez-vous en appelant le club de tennis participant le plus près de chez vous.
LANAUDIÈRE
Club de Tennis Grand Chelem Lanaudière (514) 585-7333
LAVAL
Carrefour Multisports (514) 687-1857
Club de Tennis Grand Chelem Val des Arbres (514) 663-7555
Récréathèque (514) 688-2541
Tennis 13 (514) 687-9913
MONTRÉAL
Club Mirabel Pointe-Claire (514) 697-5610
Club de Tennis Grand Chelem Côte-de-Liesse (514) 739-3271
Tennis Île des Soeurs (514) 766-1208
Tennis Club Saint-Laurent (514) 332-2912
Club West Island (514) 695-8851
RIVE SUD
Complexe Sportif Longueuil (514) 679-6131
Sani Sport - Boucherville (514) 655-9150
Sani Sport - Brossard (514) 465-7220
Faites vite. L'offre prend fin le 1er avril 1998.
ASSOCIATION DES CLUBS DE TENNIS INTÉRIEUR DU QUÉBEC
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE TENNIS
2606806

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 98-03-21
8 12 15 23 38 45
Numéro complémentaire: 20

Québec 49 — Tirage du 98-03-21
11 24 25 34 35 42
Numéro complémentaire: 21

	GAGNANTS	LOTS
6/6	RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DÈS DEMAIN	$
5/6+		$
5/6		500 $
4/6		50 $
3/6		5 $

Banco — Tirage du 98-03-21
4 6 9 10 17
23 26 29 44 47
48 50 53 56 57
60 62 63 65 66

La Québécoise — Tirage du 98-03-21
3 4
611 4947

Extra Vendredi — Tirage du 98-03-20
NUMÉRO: 098128

Extra Samedi — Tirage du 98-03-21
NUMÉRO: 520713

Super 7 — Tirage du 98-03-20
8 20 25 26 30 31 39
Numéro complémentaire: 28
Ventes totales: 33 919 846,00 $
Prochain gros lot (approx.): 22 000 000,00 $

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	18 124 696,80 $
6/7+	3	210 264,50 $
6/7	228	2 420,80 $
5/7	12 998	151,60 $
4/7	275 009	10,00 $
3/7+	255 306	10,00 $
3/7	2 306 512	partic. grat.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

BioChem aura un directeur de la sécurité

La dernière découverte d'explosifs a convaincu la direction

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Échaudée par les attentats dont elle a été victime à Montréal et à Laval, la société pharmaceutique BioChem Pharma a créé un poste de directeur de la sécurité et l'a confié à l'ancien chef de la police de Laval, Jean Marc-Aurèle.

M. Marc-Aurèle dirigeait jusqu'au début de l'année le Service de protection des citoyens de Laval, qui regroupe la police et les pompiers, avant de devenir directeur général adjoint de l'Association des directeurs de police et pompiers du Québec.

Jointe au téléphone, la directrice des communications de BioChem, Michelle Roy, a indiqué que M. Marc-Aurèle entrera en fonction le 6 avril. Il aura ses bureaux au siège social, situé avenue Armand-Frappier, dans le parc de haute technologie de Laval.

Actuellement, la sécurité des installations du fabricant international de vaccins est assurée par des entreprises privées et M. Marc-Aurèle a le mandat de revoir tout le système et d'apporter les modifications qu'il jugera nécessaires.

Dans ses nouvelles fonctions, il aura à se rendre partout où la firme possède des installations, notamment en Italie, en France, en Angleterre, au Japon et aux États-Unis.

BioChem Pharma prend les grands moyens pour protéger son personnel à la suite des derniers attentats.

« La sécurité a toujours été une préoccupation pour BioChem, dit Mme Roy. Les événements de novembre et de mars ont fait en sorte qu'il fallait s'en préoccuper davantage, d'autant plus que BioChem connaît une croissance très rapide. Il faut donc avoir une sécurité presque sans faille et c'est dans ce contexte que la direction a décidé d'ouvrir un nouveau poste. »

Une vingtaine de personnes provenant du milieu policier étaient candidates pour obtenir ce poste. « C'est sûr que l'expérience policière de M. Marc-Aurèle est un atout, explique Mme Roy. S'il a été choisi c'est parce que BioChem considère qu'il a les capacités pour assumer ce poste avec toutes ses responsabilités et qu'il était le meilleur candidat. »

Lors de la découverte de nouveaux explosifs le 6 mars au siège social de BioChem, à Laval, le Dr Francesco Bellini, PDG de l'entreprise, avait déclaré qu'au cours des semaines suivantes, la sécurité serait grandement améliorée.

Contrairement au 25 novembre, personne n'a téléphoné au bureau de l'entreprise ou à la police pour faire part du dépôt des engins explosifs, ce qui avait inquiété davantage le Dr Bellini.

Il ne serait pas surprenant que BioChem délaisse au cours des prochaines semaines les agences de sécurité pour se monter un réseau de spécialistes bien à elle.

D'autre part, la police étudie sérieusement l'hypothèse voulant que les attentats aient pour but de faire baisser la valeur des actions de l'entreprise.

La CUM doit emprunter 11 millions pour financer le départ à la retraite de nombreux policiers

MARTIN PELCHAT

Le départ à la retraite de nombreux policiers à la suite de l'entente sur la réduction de la masse salariale intervenue en février entraînera des coûts additionnels de près de 11 millions pour la CUM en 1998.

Le conseil de la CUM sera donc appelé mercredi prochain, au cours d'une assemblée extraordinaire, à approuver un règlement d'emprunt de 10,8 millions afin de financer « par un emprunt au fonds de roulement » ces coûts supplémentaires. La somme devra être remboursée sur deux ans en 1999 et 2000.

Le budget 1998 de 399 millions de la police prévoyait 200 départs à la retraite. Mais l'entente conclue avec la Fraternité des policiers sur le partage des surplus de 470 millions de la caisse de retraite a permis de bonifier le régime, de sorte qu'on prévoit maintenant 380 départs dès cette année.

Comme chaque policier reçoit en partant environ 60 000 $ pour le paiement de sa banque de congés (maladie, vacances, jours fériés, heures accumulées), la CUM devra trouver 10,8 millions de plus. Cette somme comprend aussi quelque 850 000 $ nécessaires à l'achat des équipements (uniforme, armes etc.) des nouveaux policiers qui remplaceront les retraités.

Le nombre de départs pourrait par ailleurs être plus important que 380. Le service de police évalue qu'il pourrait techniquement s'élever à 555, dont une centaine d'enquêteurs, mais juge plus réaliste un maximum de 440. La CUM s'apprête à lancer une opération de recrutement auprès des policiers occasionnels des autres corps policiers.

L'entente de février permettra néanmoins à la CUM de réaliser une économie, grâce à des congés de contribution à la caisse de retraite et à l'arrivée de jeunes policiers moins rémunérés, précise le directeur adjoint du service de police, Claude Rochon, qui chiffre même à 10 % de la masse salariale ces gains. Selon M. Rochon, ils s'élèveront en 1998 à 19,4 millions, en 1999 à 20,1 millions et en 2000 à 25,5 millions.

Ce sont toutefois les villes de l'île qui bénéficieront de ces économies via des réductions de leur part du financement de la CUM. En 1998, elles totaliseront 50 millions, grâce aux ententes conclues aussi avec les cols blancs et les cols bleus. Montréal en touchera 54 %. Une partie de cette somme (7 millions) résulte du surplus réalisé en 1997.

La réduction des quotes-parts des villes nécessitera une modification du budget 1998 de 1,1 milliard de la CUM. Cette modification sera également soumise au conseil mercredi.

Vous voulez vendre...

Autos, camions, 4 x 4, fourgonnettes, motoneiges, motocyclettes, véhicules tout terrain... et même le covoiturage.

3 lignes d'annonce
7 jours consécutifs
pour seulement
28,98 $ + taxes
(1,38 $ par ligne additionnelle par jour)

N.B. Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut, d'autre part, se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication. Ces annonces sont payables avant parution par carte de crédit ou à nos bureaux.

La Presse
Les petites annonces
285-7111 Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013
B1224-215 2607509

Aidez-nous à vaincre la première cause de décès avec le
LOTO DES «VAINCŒURS»
au profit de la Fondation des maladies du coeur du Québec

Vous pourriez GAGNER :
• Nissan Pathfinder XE 1998 (valeur de 41 000 $)
• 3 séjours pour 2 au nouveau «SuperClubs» Sierra Mar à Santiago de Cuba sur les ailes d'Air Transat
• Fin de semaine de rêve au Château Frontenac
PLUS DE 25 000 PRIX INSTANTANÉS DONT DES PRIX EN ARGENT DE 1 000 $ ET 500 $!
Pour savoir où se procurer les billets du Loto des «VAINCŒURS» communiquez avec la Fondation au 1 800 567-8563
FONDATION DES MALADIES DU CŒUR DU QUÉBEC
Tirage le 17 avril 1998 Salut, Bonjour! TVA
NISSAN Nautilus WYETH-AYERST CANADA INC. Jean Coutu 2615959

Cégep Marie-Victorin
Homéopathie et approche holistique de la santé
Formation personnelle
OFFERTE PAR
Jean DROUIN
(président de l'Association de santé holistique du Québec)
INFORMATION : 278-1800, poste 249
CLIENTÈLE CIBLE
Professionnel-le-s de la santé (exigences minimales : DEC en Sciences de la santé)
OBJECTIFS
• Comprendre les bases théoriques de l'homéopathie
• Effectuer un bilan personnel dans une perspective holistique de la santé
• Développer une attitude critique face à l'homéopathie
• Savoir utiliser l'homéopathie dans un contexte personnel *
* Cette formation ne permet pas de prescrire en homéopathie dans une perspective clinique
École de santé holistique du Cégep Marie-Victorin
767, rue Bélanger Est
Montréal, Qc H2S 1G7

ENCAN APRÈS FAILLITE
TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES
ACHETÉS DE SCHWARTZ, LEVITSKY, FELDMAN INC.
SYNDIC DE FAILLITE
Samedi 21 mars — 14 h et 19 h
Dimanche 22 mars — 14 h et 19 h
Lundi 23 mars — 19 h seulement
(Inspection des articles mis à l'encan une heure avant chaque séance.)
WEAVER & WEAVER
vend tout son stock de tapis. Apportez vos coussins, vos échantillons de couleurs et les dimensions de vos pièces.
C'EST UNE OCCASION ABSOLUMENT UNIQUE!
COMMENTAIRE DE L'ENCANTEUR
Tout ce stock gigantesque comprenant des tapis et carpettes authentiques de première qualité, noués à la main, en soie, laine ou mélange de tissus, venant d'Iran, du Pakistan, de l'inde et de Chine. TOUT DOIT ÊTRE VENDU - SANS EXCEPTION - JUSQU'AU DERNIER! Venez dès maintenant profiter de cette occasion vraiment exceptionnelle.
PAS DE LIVRAISON! PAS DE CHÈQUE! PAYEZ ET EMPORTEZ SEULEMENT!
WEAVER & WEAVER
3450, ch. de la Côte-Vertu, Saint-Laurent
Tél.: (514) 745-8998
COMPTANT - INTERAC - VISA - MASTERCARD - AMEX
AUCUNE MISE À PRIX
(Commission de 10% en sus du prix d'achat)

PHOTO MIVILLE TREMBLAY, *La Presse*

Les premiers bâtiments de Cyberjaya

L'islam high tech de la Malaisie

La crise financière ébranle les dragons de l'Asie du Sud-Est. Est-ce la fin d'un miracle ? Ou une simple récession ? La Presse est allée voir en Indonésie, en Malaisie et à Singapour, à l'invitation du programme Executive MBA de l'Université Concordia.

Miville Tremblay

KUALA LUMPUR

L'autocar roule sur un chemin étroit, qui serpente dans une immense plantation de palmiers et d'hévéas, avant de déboucher sur le chantier de Cyberjaya.

Les palmiers ont été importés d'Afrique par les colonisateurs anglais, tandis que les hévéas proviennent d'Amérique latine. L'huile de palme, qui sert à la cuisson, et le latex de l'hévéas, qui donne le caoutchouc, ont longtemps été les principales exportations de la Malaisie.

Le pays construit son avenir — les technologies de l'information — dans la jungle, dans le Multimedia Super Corridor (MSC), un territoire de 15 km par 50 km au sud de la capitale Kuala Lumpur. Le gouvernement prévoit des investissements de 15 milliards $US pour créer cette Silicon Valley malaisienne.

Crise en Asie

Le Dr Norsaidatul Akmar Mazelan, directrice de la stratégie et de la recherche au Multimedia Development Corporation, vante aux gens d'affaires du programme Executive MBA de l'Université Concordia les attraits de Cyberjaya : une nouvelle cité intelligente, où les entreprises viendront réaliser de la R &D.

Mme Mazelan porte le voile islamique, mais formée au Royaume-Uni et aux États-Unis, elle débite avec aplomb les termes branchés dans sa présentation (illustrée au « Power Point ») : fibre optique, télémédecine, « smart schools », carte à puce d'usages multiples, grappe de R-D, « Worldwide Manufacturing Web », marketing sans frontière, etc.

Cyberjaya comptera 40 000 habitants et 500 entreprises. Déjà une centaine de sociétés ont demandé leur admission, attirées par les infrastructures de pointe et le congé fiscal de dix ans. Plus loin, on construira Putrajaya, le nouveau siège du gouvernement électronique (sans papier). Au bout du corridor, on achève la construction d'un nouvel aéroport international. Le SMC sera relié au monde.

Éléphant blanc ? Délire d'une fièvre tropicale ? « Ce projet, très bien géré, a de bonnes chances d'avancer parce que le premier ministre Mahathir Mohamad s'y est personnellement engagé », répond M. Red Wilson, président du conseil de BCE.

M. Wilson siège avec plusieurs grands pontes des technologies de l'information tels Bill Gates, de Microsoft, et Louis Gerstner, d'IBM, à un conseil consultatif international constitué par le premier ministre Mahatir.

La crise a forcé le Dr M, comme on l'appelle dans les journaux, à reporter des projets de barrage et de routes, mais le SMC demeure prioritaire, car c'est un élément central de sa « Vision 2020 », un plan accéléré visant à faire de la Malaisie un pays développé.

« Ce projet de grande envergure a l'ambition de catapulter la Malaisie au XXIe siècle, dans la société d'information », affirme M. Wilson. Ce ne sera pas une Silicon Valley comme en Californie, mais le SMC peut réussir s'il parvient à se démarquer des projets semblables ailleurs en Asie, et à jouer un rôle régional.

Nous souhaitons attirer ici des gens créateurs, venant de grandes sociétés internationales, explique Mme Mazelan.

L'islam pratiqué en Malaisie est généralement ouvert, mais les journaux pratiquent l'autocensure et surveillent la moralité. Est-ce un environnement culturel propice à la créativité ? Irez-vous jusqu'à construire des bars gays dans la jungle ? « Nous sommes prêts à accepter toute sortes de gens », répond-elle, imperturbable.

Cyberjaya : une nouvelle cité intelligente, où les entreprises viendront réaliser de la R & D

Tous sont touchés

À Kuala Lumpur, se dressent les superbes tours Petronas, les immeubles les plus élevés au monde, avec 88 étages. À leur pied, plusieurs chantiers en activité, dont celui d'un train automatisé que construisent Bombardier et SNC-Lavalin et qui sera inauguré pour les Jeux du Commonwealth, en septembre.

Ici, la crise financière touche principalement les banques locales, dont les prêts non performants gonflent à vue d'oeil. Elles ont financé le boom immobilier, mais aussi la spéculation boursière à laquelle se sont adonnés les nouveaux riches malais. Les entreprises n'ont pas le problème d'endettement en dollars américains des sociétés indonésiennes ; ce sont les actionnaires qui sont coincés.

Le krach de la Bourse de Kuala Lumpur risque d'entraîner la faillite des nababs malais, ce qui pose un problème politique délicat. L'économie malaisienne est en effet dominée par les minorités indienne et surtout chinoise, une situation qui a nourri le ressentiment des Malais, le groupe ethnique majoritaire.

Après des émeutes interethniques en 1969, le gouvernement a instauré un régime de discrimination positive pour les Malais et encouragé la montée de ceux que l'on nomme les Bumiputeras (fils de la terre). Par exemple, les Malais doivent détenir au moins 30 % des actions des compagnies malaisiennes et les étrangers, pas plus de 30 % ; la balance pouvant appartenir aux Malaisiens chinois ou indiens.

Pour éviter que la jeune élite malaise ne disparaisse, le gouvernement la renfloue discrètement. Il veut aussi permettre aux Bumiputeras de vendre de leurs actions aux étrangers. Cette décision n'est pas sans ironie, car en août dernier, le Dr. M. a durement critiqué les financiers étrangers, notamment George Soros, pour leurs attaques spéculatives sur le ringgit, la monnaie nationale.

Comme celui-ci plongeait à chaque fois que le Dr M. ouvrait la bouche, il s'est fait plus discret et laisse parler son ministre des Finances, Anwar Ibrahim. Pour garder le FMI à l'écart, ce dernier a rationné le crédit et entrepris la consolidation du secteur financier.

« Ici, le pire est peut-être passé », pense John Keller, directeur d'Entreprise Malaysia Canada, un projet de l'ACDI géré par Coopers & Lybrand.

Selon Lai Tak Heong, directeur de la recherche du courtier Socgen-Crosby, la poussée des valeurs malaisiennes en Bourse a fait oublier le véritable coût du capital et les entreprises n'ont pas investi avec sagesse ; « elles ont oublié les aspects fondamentaux. »

Bref, la Malaisie se purge des excès causés par une croissance annuelle effrénée de 8 % depuis 1987. La part du secteur manufacturier dans l'économie a doublé pour atteindre le tiers du PIB. Mais ces dernières années, les gains de productivité étaient inférieurs à la hausse des salaires. La pause actuelle est salutaire : « En 1998, nous aurons une croissance de 3 %. Je pense que d'ici l'an 2000, on aura retrouvé les 5 % », prévoit M. Heong.

Le principal risque à court terme est une explosion sociale en Indonésie, laquelle ne manquerait pas d'accroître l'immigration illégale : 3000 Indonésiens ont été arrêtés en février sur les plages de Malaisie.

Exportations à valeur ajoutée

Par ailleurs, la Malaisie exporte peu en Indonésie, mais beaucoup en Occident et espère sortir de la crise grâce aux produits à valeur ajoutée. Le chômage étant quasi nul, le gouvernement n'encourage plus les industries à forte intensité de main-d'oeuvre.

On constate cette évolution aux usines de Nortel, dans l'île de Penang. La filiale de BCE s'est installée ici en 1972, attirée par un congé fiscal de dix ans, une zone franche (pas de droits de douane à l'importation, ni à l'exportation) et par une main-d'oeuvre bon marché (5,86 $ l'heure), explique le patron de l'usine, le Malaisien Bryan Jeremiah.

Avec des équipements très modernes, 1300 employés assemblent des cartes de semi-conducteurs ainsi que des blocs d'alimentation électrique. Le chiffre d'affaires de 130 millions $US est entièrement réalisé auprès des autres divisions de Nortel, y compris celle de Saint-Laurent.

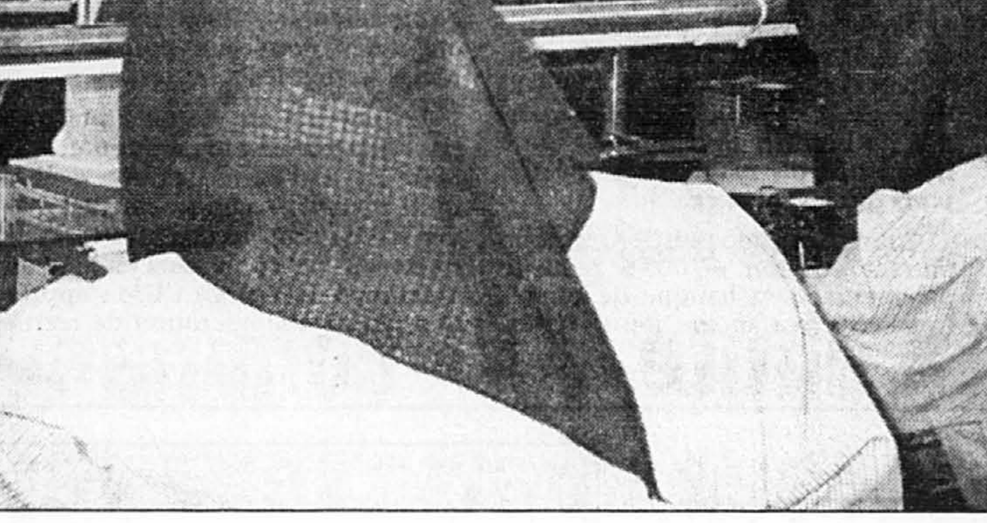
Il y a dix ans, il n'y avait ici qu'un seul ingénieur, qui lisait les plans conçus par les Canadiens. Aujourd'hui, les 78 ingénieurs malaisiens dessinent leurs produits. Saidi Shamsuddin, gestionnaire des programmes, souhaite passer « des doigts agiles à la fabrication automatisée », évoluer « vers des systèmes plus complexes. »

« Les Asiatiques ont été de bons imitateurs, mais nous devons rompre avec ce modèle et aller au-delà, ajoute M. Jeremiah. Les gens ont faim de savoir. »

La Malaisie ne peut plus concurrencer la main-d'oeuvre indonésienne, meilleur marché. Par contre, elle n'a pas encore assez d'ingénieurs et de travailleurs qualifiés pour rivaliser Singapour. Le modèle imité n'est pas occidental, mais singapourien.

PHOTO MIVILLE TREMBLAY, *La Presse*

Des ouvrières assemblent des cartes de semi-conducteurs à l'usine de Nortel, à Penang. À l'arrière-plan, de gauche à droite, Bryan Jeremiah, de Nortel Malaysia, Johanne Gervais, de Pratt & Whitney, Denis Mahbeer, de Nortel Canada, Ron Stewart, d'Everest Equipment et Zaidi Shamsuddin, de Nortel Malaysia.



Infographie *La Presse*

Malaisie

- Population : 21 millions
- PIB par habitant avant la crise : 9470 $.
- Religion officielle : l'islam, mais avec liberté de culte pour les autres religions.
- Groupe ethnique : Malais 56%, Chinois 32%, Indiens 9%, autres 3%.
- Capitale : Kuala Lumpur

Infographie *La Presse*

DEMAIN : Singapour inc.: une cité-État vouée à l'entreprise

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

ALGÉRIE

Islamistes abattus

■ Quatorze islamistes armés ont été tués, en moins de 24 heures, dans deux opérations menées par les forces algériennes de sécurité, à Alger et Mascara, a annoncé hier un porte-parole officiel. Trois islamistes ont été abattus hier à Haouche Mériem, près du quartier populaire de Baraki (banlieu sud-est de la capitale), dans des circonstances qui n'ont pas été précisées. Onze islamistes armés ont ensuite été éliminés dans une maison abandonnée qui leur servait de refuge à Ghar-Kouar, près de Mascara. L'intervention a permis la récupération d'un « important » lot d'armes, de documents « subversifs » et de bombes artisanales, a ajouté le communiqué. Les services de sécurité avaient annoncé vendredi la mort de cinq islamistes armés tués également dans l'ouest du pays.

d'après AP

IRLANDE DU NORD

Retour du Sinn Fein

■ Le Sinn Fein, façade politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a confirmé hier qu'il rejoindraient les négociations sur l'avenir de l'Ulster, en dépit de « réserves« que lui inspire la direction prise par ces discussions. Le chef des unionistes protestants David Trimble a de son côté appelé ses partisans à appuyer le processus des négociations qui, selon lui, aboutira au maintien de l'Irlande du Nord au sein de l'Union avec la Grande-Bretagne. Les négociations sur l'avenir de la province, amorcées en juin 1996 à Stormont, devraient prendre fin en mai prochain.

d'après AP

COLOMBIE

Affrontements

■ Au moins douze guérilleros ont été tués hier lors de combats avec l'armée dans une région du centre-ouest de la Colombie considérée jusqu'à récemment comme la plus tranquille du pays, a-t-on appris de sources militaires. Dix guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont morts lors d'un premier combat contre les militaires, dans la zone rurale du département du Risaralda (300 km de Bogota), a annoncé à la presse le commandant de la huitième brigade militaire, le colonel Mario Enrique Correa. Deux autres guérilleros des FARC avaient été tués dans le département de Caldas, voisin de celui du Risaralda.

d'après AFP

CAMBODGE

Pardon royal

■ Le roi Norodom Sihanouk a accordé hier son pardon à son fils, le prince Ranariddh, condamné par contumace mercredi à 30 ans de prison pour sa participation avec les Khmers rouges au coup de force de juillet dernier, ouvrant la voie à un retour de l'ancien premier ministre au Cambodge. Plus tôt dans la journée, Hun Sen, l'homme fort du Cambodge depuis juillet dernier, avait créé la surprise en appelant le roi à signer ce pardon. Le pardon royal porte sur les deux peines de 30 ans et cinq ans de prison prononcées les 4 et 18 mars contre le prince Ranariddh, mais aussi sur une amende de 54 millions de dollars.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS

Privilège demandé

■ Le président Bill Clinton a invoqué le « privilège de l'exécutif » pour empêcher deux de ses proches conseillers d'être forcés à dévoiler devant un grand jury fédéral le contenu de leurs conversations privées avec le président, rapportait hier la presse américaine. Soulignant que la procédure était soumise au secret, un porte-parole de la Maison-Blanche a refusé de commenter ces informations. Cet acte de procédure de la part de la Maison-Blanche risque de déclencher une longue bataille juridique sur la constitutionnalité et la pertinence du recours au « privilège de l'exécutif » dans l'affaire Lewinsky, une bataille qui pourrait aller jusqu'à la Cour suprême.

d'après AFP

Jean-Paul II lance un appel au respect des droits de l'homme

Agence France-Presse
ABUJA

Dès sa descente d'avion, à Abuja, capitale fédérale du Nigeria, où il est arrivé hier, le pape Jean-Paul II a lancé un appel au respect des droits de l'homme et à la paix en Afrique.

Tous les Nigérians doivent s'atteler « à la tâche difficile et urgente qui consiste à construire une société qui respecte la dignité, les droits et les libertés de tous ses membres », a déclaré le souverain pontife dans son discours d'arrivée.

Cela exige « une attitude de réconciliation et requiert du gouvernement et des citoyens de ce pays d'être fermement décidés à donner le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de tous », a ajouté le pape Jean-Paul II.

C'est en invoquant l'urgente nécessité d'une « réconciliation nationale » que la Conférence des evêques catholiques du Nigeria, hôte du pape Jean-Paul II, avait exhorté le général Abacha, début mars, à libérer les détenus politiques qui croupissent dans les geôles nigérianes depuis sa prise du pouvoir en novembre 1993.

Cette question suscite d'immenses espoirs au Nigeria, le pape Jean-Paul II étant l'une des premières personnalités d'envergure internationale à rendre visite au général Abacha dans sa capitale, depuis 1995.

Le régime militaire du général Abacha a été mis au ban de la communauté internationale, soumis à des sanctions, dont la suspension du Nigeria du Commonwealth, depuis l'exécution, en novembre 1995, de l'écrivain et opposant Ken Saro-Wiwa et de ses huit compagnons de la minorité ogonie (sud) à la suite d'un procès controversé devant un tribunal spécial.

Plusieurs organisations nigérianes et internationales de défense des droits de l'homme se sont jointes à l'appel des évêques pour la libération des détenus, notamment, dans la perspective de la visite que le souverain pontife devait rendre hier au général Abacha.

PHOTO AFP

Un petit garçon, assis sur le coffre d'une voiture, accompagne son père affairé à vendre des calendriers commémorant la visite de Jean-Paul II au Nigeria.

Le général Abacha, conscient, pour sa part, de l'impact de la visite du pape pour son régime, devenu le paria de la communauté internationale, a accueilli le souverain pontife avec tous les honneurs : tapis rouge, salve de 21 coups de canon et prise d'armes d'un détachement des forces armées nigérianes en grand uniforme et gants blancs.

Vous arrivez au Nigeria « à un moment critique de l'exécution du programme socio-politique de transition en cours » vers le rétablissement de la démocratie au Nigeria, a déclaré au pape le général Abacha, dans son discours de bienvenue.

« Notre espoir, Votre Sainteté, est que la réussite de l'exécution de ce programme conduise rapidement à une nouvelle ère de stabilité et de développement durable pour notre pays », a-t-il déclaré.

Le général Abacha, au pouvoir depuis novembre 1993, s'est solennellement engagé à passer la main au 1er octobre prochain à un président civil démocratiquement élu. Des élections présidentielles ont été fixées au 1er août prochain.

« Le gouvernement et le peuple du Nigeria saluent et soutiennent fortement la campagne que votre Sainteté a mené à travers le monde contre l'injustice, la pauvreté, le capitalisme sauvage et la dictature militaire », a ajouté le général Abacha.

Le contraste entre les deux personnages était frappant : d'un côté, le pape entièrement vêtu de blanc, et, de l'autre, le général Abacha, entièrement vêtu de noir, le regard masqué par ses lunettes noires.

« Le diable et le bon Dieu », selon le mot d'un diplomate occidental.

La capitale fédérale, où une foule de plus de 100 000 personnes s'était massée de part et d'autre de la grande avenue traversée par le cortège papal, a réservé, quant à elle, un acueil délirant au pape Jean-Paul II.

Fanfares, concert de tamtams, cris et chants de bienvenue ont fusé au passage de la papamobile et le souverain pontife, en dépit de son âge, 77 ans, s'est mis debout à plusieurs reprises pour saluer la foule de la main.

La chute du « commando Andalousie » marque un nouveau revers pour l'ETA

Agence France-Presse
MADRID

La chute des membres présumés du « commando Andalousie », l'un des plus recherchés de l'ETA, marque un nouveau revers pour l'organisation armée basque, deux jours après le démantèlement d'un autre groupe armé dans le nord du pays.

Trois activistes espagnols présumés ont été arrêtés hier à l'aube dans un appartement de Séville (sud), sept heures après la capture, dans la ville voisine d'Alcala de Guadaira, de deux Français qui transportaient 240 kilos d'explosifs et 30 grenades dans une camionette.

Au domicile des trois activistes espagnols, la police a également découvert hier 350 kg d'explosifs. Au total, les 590 kg d'explosifs interceptés, de type amonal et amosal, représentent une saisie record en Espagne, selon l'agence Vasco Press.

L'ETA avait amené en Andalousie « un véritable arsenal » a affirmé lors d'une conférence de presse à Séville le ministre de l'Intérieur Jaime Mayor Oreja, en ajoutant : « Nous sommes aujourd'hui soulagés et joyeux, car nous en avons évité les conséquences ».

Les autorités attribuent au « commando Andalousie » un total de 13 actions armées ayant fait quatre morts au cours des deux dernières années.

Ce commando est notamment responsable d'un attentat à la voiture piégée qui avait fait un mort à Grenade le 10 février 1997, et de l'assassinat par balles le 30 janvier dernier d'un jeune conseiller municipal conservateur de Séville, Alberto Jiménez Becerril, et de son épouse, Asuncion Garcia Ortiz.

Ce double crime avait profondément traumatisé l'opinion publique espagnole. Une manifestation pour condamner l'attentat avait rassemblé 350 000 perso nnes à Séville, où l'annonce des arrestations a été accueillie par un concert de klaxons, tandis qu'une centaine de personnes se rassemblaient devant le quartier général de la Garde civile pour applaudir, ont rapporté des journalistes sur place.

Ce coup de filet contre l'ETA, le plus spectaculaire depuis le début de l'année, intervient à peine 48 heures après un autre important succès policier contre l'organisation armée.

La Garde civile avait démantelé jeudi le « commando Araba » de l'ETA, responsable de plusieurs attentats non mortels dans la province basque d'Alava (nord). Selon des sources policières citées par le quotidien madrilène ABC, ce commando préparait des attentats contre des conseillers municipaux conservateurs de la province voisine de Burgos.

Cette opération, qui s'est poursuivie hier avec l'interpellation d'une activiste présumée au Pays basque, s'est soldée par 14 arrestations au total et la saisie de nombreuses armes et explosifs. Elle a sérieusement réduit la capacité opérationnelle de l'ETA, selon le ministère de l'Intérieur. L'organisation armée ne disposerait plus pour l'instant que d'un seul commando, actif dans la province basque de Guipuzcoa.

REPÈRES/*Kosovo*

Le Kosovo vote pour renforcer la légitimité de ses dirigeants

LJUBOMIR MILASIN
Agence France-Presse, PRISTINA

La communauté albanaise du Kosovo est appelée aux urnes aujourd'hui par ses dirigeants indépendantistes qui cherchent ainsi à renforcer leur légitimité pour de futures négociations avec le pouvoir serbe.

Environ 1 150 000 électeurs albanais doivent élire un « président » et renouveler les 130 députés du « parlement » — qui ne n'est jamais réuni — de leur « république du Kosovo », proclamée unilatéralement en 1991.

Le scrutin a lieu au moment où cette province du sud de la Serbie connaît sa plus grave crise depuis que Belgrade l'a privée de l'autonomie relative dont elle bénéficiait jusqu'en 1989.

Ces élections ne sont pas reconnues par les autorités de Belgrade. La police serbe a d'ailleurs saisi à bord d'un autobus 100 000 bulletins de vote destinés à ces « élections illégales », a annoncé hier le ministère serbe de l'Intérieur.

Elles constituent un test majeur pour le leader des Albanais, Ibrahim Rugova, candidat à sa propre succession au poste de « président » du Kosovo.

Chef de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), M. Rugova avait été élu en 1992, lors des premières élections générales qui s'étaient déroulées dans la clandestinité.

Homme le plus populaire parmi les 1,8 million d'Albanais du Kosovo, Rugova, 53 ans, est resté fidèle à sa politique de résistance pacifique au régime du président Slobodan Milosevic.

Pour lui, les élections de dimanche équivaudront à un « référendum pour une république du Kosovo indépendante ».

Bien qu'il milite pour « l'indépendance » de la province, M. Rugova est considéré par la communauté internationale comme le plus « modéré » parmi les responsables politiques albanais.

« Officiellement, ces élections n'existent pas (...) Nous espérons néanmoins qu'elles renforcent la position de M. Rugova auprès de la population et surtout en tant que négociateur avec Belgrade », explique un diplomate occidental.

« Compte tenu de la tension actuelle, personne ne souhaiterait voir un homme nouveau à la tête des Albanais du Kosovo et surtout pas un élément plus radical opposé à une solution pacifique de la crise », a-t-il dit.

La politique de M. Rugova est vivement critiquée par les partis radicaux, en particulier le Parti parlementaire (PPK) d'Adem Demaçi, ainsi que par l'Union indépendante des étudiants albanais qui jouit d'une grande audience au Kosovo.

M. Demaçi a demandé le report de ces « élections privées d'Ibrahim Rugova », estimant que les conditions pour leur tenue n'étaient pas réunies, de nombreux villages de la Drenica (centre) étant toujours sous haute surveillance de la police serbe.

De récentes opérations des forces serbes contre des « terroristes » albanais dans cette région ont fait au moins 80 morts, parmi lesquelles une vingtaine de femmes et enfants.

L'« Armée de libération du Kosovo » (UCK), groupe clandestin accusé de « terrorisme » par Belgrade et admiré secrètement par les Albanais, a appelé au boycottage des élections en raison « de l'état d'exception au Kosovo et de l'état de guerre dans la Drenica ».

« L'UCK ne reconnaîtra des élections qu'une fois le pays libéré », a affirmé le groupe dans un récent communiqué.

Les autorités de Belgrade ont fait preuve d'une extrême retenue à l'égard du scrutin, manifestement satisfaites de leur rejet par les ultranationalistes albanais mais surtout confortées par l'attitude de l'Occident qui exclut une indépendance du Kosovo.
Soucieux de préserver les premiers signes prometteurs de l'ouverture d'un dialogue avec les autorités serbes, M. Rugova a appelé vendredi les Albanais à la retenue et à éviter toute provocation.

Jeudi, Albanais et Serbes s'étaient affrontés pour la première fois à Pristina, chef-lieu de la province, où les uns et les autres avaient organisé des manifestations, les premiers pour dénoncer la « terreur » serbe, les seconds pour dénoncer le « séparatisme albanais ».

La droite française rejoue le *Titanic*

Louis-Bernard Robitaille
collaboration spéciale
PARIS

Il y avait du *Titanic* dans la situation de la droite française, avant-hier après-midi, lors de l'élection des présidences de conseils régionaux, six jours après le scrutin du 15 mars.

Ou plus exactement, le film s'est arrêté sec au moment où les premiers craquements se faisaient entendre au beau milieu de la coque. La droite française va-t-elle pour de bon se casser en deux et plonger 3500 mètres sous la mer ? On aura la réponse demain lorsque reprendront les scrutins décisifs dans quatre régions clés où on les a interrompus vendredi soir dans la confusion générale. À strictement parler, la droite « républicaine » pourrait fort bien achever de se désintégrer en s'alliant — sur le terrain régional — avec l'extrême droite de Le Pen dans des régions aussi capitales que l'Île-de-France (10 millions d'habitants, 3,5 milliards $ de budget), la Provence-Côte-d'Azur ou Midi-Pyrénées.

Cela fait plus d'une douzaine d'années que la droite subit les assauts du Front national, brusquement passé de un à plus de 10 % des voix au milieu des années quatre-vingts. Depuis cette date, la stratégie de Le Pen est claire : nous coulerons ce navire et ferons battre la droite tant et aussi longtemps qu'elle n'acceptera pas de s'allier avec nous (et de se rallier à nos thèses).

Sous les coups répétés du Front national, il y a eu à plusieurs reprises des fuites et du tangage. Et puis la violence des coups a augmenté : à 10 % des voix en moyenne, le FN n'avait encore qu'un pouvoir de nuisance. Aujourd'hui solidement installé à plus de 15 %, il a droit de vie ou de mort sur la droite. Aux législatives de juin dernier, en se maintenant au second tour dans 150 circonscriptions dans des élections triangulaires, le FN avait « donné » près de 80 sièges à la gauche et totalement inversé le cours des élections. Sur le terrain, les « militants » du RPR et de l'UDF étaient restés bien amers d'avoir ainsi perdu les élections pour la seule raison de n'avoir pas passé de compromis avec le FN. Le moral de l'équipage était au plus bas.

Au soir des élections régionales, dimanche dernier, l'équation était encore plus simple : en s'alliant plus ou moins ouvertement avec l'extrême droite, la droite conservait les 20 présidences de régions qu'elle détenait déjà, et n'en laissait que deux à la gauche (le petit Limousin et l'important Nord-Pas-de-Calais). En refusant cette alliance, la droite perdait mécaniquement onze ou douze régions, dont les plus importantes, celles de Paris, Toulouse, Lyon-Grenoble, Marseille-Nice etc. etc.

On s'attendait de longue date à ce qu'il y ait de sombres manoeuvres dans certaines régions bien précises, où les présidents de droite sortants étaient des « barons » locaux sans ambition nationale, c'est à dire prêts à tout pour conserver leur pouvoir régional. Par exemple Jacques Blanc, 58 ans, président depuis 12 ans de la région Languedoc-Roussillon (Montpellier). Et en effet ce fut sans vergogne : même avec seulement 17 sièges de conseillers sur sa liste contre 31 à la gauche, M. Blanc est allé chercher l'intégralité des « divers droite » et des « chasseurs » (!), mais aussi les 13 voix du Front national, ce qui a assuré son élection dès le premier tour.

Ailleurs, le rapport de forces entre gauche et droite était beaucoup plus serré, la majorité relative de gauche n'étant souvent que d'un ou deux sièges : il suffisait alors, à la faveur du scrutin secret, du ralliement de quelques voix du FN pour faire passer la droite. On s'attendait de nouveau à de sombres tractations dans certaines régions. Bref à une multiplication des fuites d'eau.

Le bilan qu'on pouvait faire finalement le vendredi soir dépassait toutes les attentes ou les craintes. Sauf dans sept régions où elle disposait de la majorité relative et où la gauche avait décidé de ne pas revendiquer la présidence, la droite avait, partout ailleurs, « accepté » les voix de l'extrême droite, ce qui signifiait très clairement qu'elle avait négocié des accords discrets avec le Front national.

Plus précisément : il n'y a qu'en Aquitaine (région de Bordeaux) que la droite classique, soumise aux pressions de la direction nationale du RPR, a clairement refusé tout accord avec le FN. La région est donc passée à gauche. Mais en Bourgogne, le président Jean-Pierre Soisson, centriste et ancien ministre de Mitterrand, acceptait tranquillement les voix du FN pour assurer sa réélection. En Picardie, au nord de Paris, la droite minoritaire battait la gauche majoritaire avec le renfort de l'extrême droite.

Le coup de théâtre venait finalement de la région de Lyon-Grenoble (5,5 millions d'habitants) où, dans une situation de parfaite égalité entre les deux blocs, le très modéré Charles Millon, ancien ministre de la Défense de Juppé, acceptait à son tour les voix du FN pour sauver sa présidence. Cette fois, il ne s'agissait plus de quelque baron local, mais d'un vrai leader national. C'était bien la droite au complet, contre les consignes données par les états-majors nationaux et le président Chirac lui-même, qui était en train de se casser en deux.

Comme pour confirmer le mouvement, la droite locale parvenait à faire interrompre les scrutins en cours et à les reporter à demain dans cinq autres régions, dont Paris, Toulouse, et Marseille-Nice. Ce qui ouvrait la voie à de nouvelles tractations souterraines pendant la fin de semaine.

Déjà à Marseille, le leader de droite François Léotard, hostile à tout accord au Front national, était finalement mis en minorité au sein de son propre groupe, ce qui rendait possible une vraie coalition entre la droite « modérée » et un Front national qui a autant d'élus qu'elle. Bien malin celui qui pourrait dire ce que seront demain les chiffres du troisième et dernier tour de scrutin. Idem en région parisienne, où il suffirait de quelques voix du FN pour faire passer la droite.

Si la manoeuvre se confirmait, y compris en Normandie et dans la région de Toulouse, on aurait donc, d'un côté, les états-majors parisiens, Philippe Séguin le président du RPR en tête, qui ont dénoncé puis condamné ces accords avec le FN, et de l'autre, la quasi-totalité des appareils locaux de la droite qui ont — même s'il n'y a nulle part de texte signé — fait la jonction avec l'extrême droite. Au risque de provoquer une fracture irrémédiable au sein de leur électorat. Et du paysage politique français.

Le Japon veut croire qu'il restera une île

JEAN-PIERRE ROBIN
collaboration spéciale

Déréglementer, mais pas trop. Promouvoir les marchés financiers, mais sans sacrifier l'emploi. Le Japon veut préserver les vertus de son modèle.

Le Japon s'apprête pour la énième fois à « doper » son économie. Ses partenaires, États-Unis en tête, sont agacés de voir l'archipel accumuler les excédents extérieurs. Sa balance des paiements a atteint 88 milliards de dollars en 1997, 60 % de plus que l'année précédente. Selon un scénario bien rodé, les mesures de relance seront présentées à la veille du G7 des ministres des Finances de samedi prochain.

Personne n'est pourtant vraiment dupe quant à l'impact véritable de ces remèdes, censés sortir le Japon de sa léthargie (la croissance aura été nulle sur l'ensemble de l'année fiscale 1997-98). « Derrière cette stagnation, il y a le problème des créances douteuses, un système économique fatigué et une industrie érodée », vient de reconnaître Koji Omi, directeur général de l'Agence de planification économique, qui a rang de ministre et la haute main sur les analyses conjoncturelles et les prévisions du pays. La véritable possibilité de relance passe par des réformes plus profondes qu'un simple plan de travaux publics ou de timides allégements d'impôts.

Devenu la lanterne rouge des pays développés de l'OCDE pour l'expansion, obligé de reconnaître les sinistres de ses banques (les créances douteuses des banques ont été réévaluées à 76 000 milliards de yens), le Japon traverse une véritable crise de valeurs. Le débat sur le « corporate governance », le « gouvernement d'entreprise », fait rage. Le modèle japonais avec ses réglementations administratives, ses financements généreux par les banques plutôt que par le marché financier, ses participations croisées et son emploi à vie s'avère moins doué pour la croissance que l'américain, fondé sur la rentabilité financière, la volatilité des capitaux et des hommes.

La tradition nippone

Les Américains stigmatisent un système opaque qui rémunère très mal les actionnaires et gaspille le capital comme le prouvent à l'envi les résultats désastreux des banques ou encore les 5000 milliards de dollars que les épargnants ont perdus en Bourse depuis 1990, où les cours ont été divisés par deux et demi. Aux yeux de ses partenaires. « Japan incorporated » apparaît comme un mauvais joueur, qui engrange d'énormes excédents commerciaux dans la pire tradition mercantiliste.

Les Japonais reconnaissent ces griefs. L'Agence de planification économique dénonce les excès de réglementations qui, selon ses calculs, couvrent 42,3 % de l'ensemble des activités industrielles contre seulement 6,6 % aux États-Unis. Les entreprises, y compris les grandes et les plus brillantes à l'exportation comme Toyota ou Sony, sont également les moins profitables au monde. Dans le classement des 1000 premières entreprises mondiales du magazine *Business Week*, les japonaises arrivent au dernier rang pour la rentabilité, avec un taux de rendement sur fonds propres de 6,6 %. Tout juste derrière les françaises (10,2 %).

Depuis la guerre, les actionnaires individuels n'ont cessé de perdre de l'importance au profit des banques et des systèmes d'autocontrôle. Alors qu'en 1949 les particuliers détenaient 73 % des titres d'entreprise, en 1994 leur part était tombée à 23 %.

Les sociétés ne font guère d'efforts pour les informer. Bien au contraire : sur les 2530 entreprises qui ont tenu leur assemblée annuelle en juin 1996, 2235 se sont concertées pour choisir le 27 du mois. Avec pour énorme avantage qu'elles ont ainsi empêché les « sokaiya » de sévir, ces actionnaires professionnels qui appartiennent à la mafia et viennent poser des questions gênantes en assemblée générale, à moins d'avoir reçu une rançon pour prix de leur silence.

Le Japon traverse une véritable crise de valeurs.

Trois défauts majeurs

Fondé sur la prééminence des financements bancaires et des participations croisées, le « gouvernement d'entreprise » à la japonaise présente aujourd'hui trois défauts majeurs, que souligne Paul Sheard, stratège de Baring Asset Management. Le système est « fondamentalement opaque » et de ce fait les entreprises se sentent peu responsables vis-à-vis de l'extérieur. Bien adapté quand la technologie était stable et que le pays avait un retard à rattraper, le modèle nippon est moins à son aise aujourd'hui où les techniques changent vite. Troisième inconvénient, il ne favorise pas assez les restructurations d'entreprises.

Ces critiques sont de mieux en mieux admises dans les milieux patronaux. Tadao Suzuki, patron d'une entreprise de spiritueux qui a américanisé le nom de sa société (Mercian Corporation) et vice-président de la Fédération japonaise des employeurs, considère qu'il est devenu impossible pour le Japon, deuxième économie au monde, « de tourner le dos aux règles mondiales de la gestion et de l'économie ». Cela veut dire moins de subventions, moins de protections, l'acceptation de règles du jeu plus ouvertes où les écarts entre les gagnants et les perdant vont s'élargir.

Officiellement, la stratégie du gouvernement du Ryutaro Hashimoto vise à faire évoluer l'économie vers plus de concurrence.

La dérégulation déjà bien entamée dans l'industrie, doit progressivement s'étendre au secteur financier. Qualifiée improprement de « big bang », la révolution financière s'étendra sur six années, avec une date clé au 1er avril 1998, où les épargnants auront enfin accès aux produits financiers en devises étrangères. L'épargne sera mieux rémunérée, à travers des produits de marché de plus en plus diversifiés, au lieu d'être canalisée comme aujourd'hui dans le système bancaire, qui la rémunère à des taux proches de zéro.

Révolution américaine

L'épargnant est convié à devenir un vrai capitaliste soucieux de rentabiliser ses fonds, et les entreprises à se préoccuper un peu mieux de leurs actionnaires. De part et d'autre une véritable révolution.

Mais personne n'ignore les sacrifices que cela va impliquer. De façon symétrique aux défauts qu'il dénonce dans le « gouvernement d'entreprise » traditionnel, Paul Sheard y décèle trois avantages.

Les chefs d'entreprise disposent d'un haut degré de stabilité d'autonomie par rapport à leurs sources de financement, qui facilite les relations de confiance avec les employés, les fournisseurs et les clients. Les coûts d'information entre ces différents partenaires s'en trouvent réduits. Troisième avantage : les entreprises prennent à leur compte les coûts sociaux du sous-emploi, au lieu de s'en décharger sur l'extérieur. Il y a très peu d'exclus au Japon, même si le chômage réel (en intégrant le sous-emploi caché au sein des entreprises) avoisine les 7 % de la population active, au lieu des 3,5 % officiels.

Certains analystes n'hésitent pas à établir une équivalence stricte entre l'amélioration de la rentabilité des capitaux et la montée du chômage que devrait induire le « big bang » financier. La volatilité du marché du travail « financera » l'exubérance promise aux marchés des capitaux.

D'autres veulent croire à la pérennité du modèle japonais. « Il n'y a pas si longtemps, les sociétés américaines critiquaient le système des keiretsu (les relations contractuelles avec les sous-traitants). Aujourd'hui, les industries occidentales l'adoptent, de même que les méthodes de production nippones, comme les cercles de qualité », tempère Matsumoto Koji, directeur du Center for International Economic Studies.

Et de démontrer que loin de dépérir le système traditionnel d'entreprise ne bouge guère, et « l'emploi à vie » s'est même étendu, les salariés restant de plus en plus longtemps dans la même firme.

Regard nostalgique sur le passé ou croyance à une « exception nippone » ? Tokyo souhaite concilier les avantages des deux systèmes.

D'où le refus du gouvernement Hasimoto d'obtempérer à la révolution libérale rapide — un cocktail de fortes baisses d'impôts et de déréglementations accélérées que Washington lui suggère.

Une criminalité « organisée » et anarchique

Une nouvelle Camorra plus violente composée de desperados

GIULIANO ZINCONE
Corriere della Sera, MILAN

Les nouvelles terribles et les images humiliantes qui arrivent de la banlieue de Naples apportent dans chaque foyer le spectacle d'une nouvelle délinquance, que l'on continue d'appeler Camorra, mais qui ne ressemble en rien aux anciennes organisations criminelles, ni à celles qui mirent la main sur les 50 000 milliards de lires d'aide débloqués après le tremblement de terre de 1981.

Aujourd'hui, on parle d'autres sommes (près de 8 milliards de dollars CAN) qui devraient être allouées à un projet de développement de la zone est de la ville.

Les familles mafieuses des Mazzarella et des Contini se disputent la mainmise sur ce territoire. Ces clans au pouvoir fragile vivent sous le signe des amitiés éphémères, du soupçon et de la trahison. C'est cette incertitude qui engendre la cruauté. Parce que, à Naples, il n'y a plus une seule Camorra, mais quantité de jeunes, de desperados, qui mettent sur le marché leur violence — l'unique patrimoine dont ils disposent.

Ces petits parrains ne connaissent ni hiérarchie ni discipline : ils tentent de s'imposer par la force du chantage, par l'arrogance du racket. Et ils avancent jusqu'à ce qu'ils se trouvent face à plus cruel qu'eux, plus expert, plus implacable. Alors, ils s'enrôlent dans la bande des vainqueurs. Ou ils se rebellent, et risquent leur vie.

L'anarchie

Les meurtres de ces derniers jours ne sont malheureusement pas les derniers soubresauts d'une bête à l'agonie. Ils sont, au contraire, le symptôme de « l'état naissant » de la criminalité future : anarchique, spontanée, de plus en plus violente et de moins en moins contrôlable. Si nous étudions de près le phénomène de délinquance que — par commodité — nous continuons à appeler la Camorra, nous nous apercevons qu'il réussit à se propager et à prospérer alors que l'État semblait l'avoir vaincu.

L'État a eu raison de Rafaele Cutolo, prophète et leader d'une nouvelle Camorra organisée. De magistrales opérations policières ont ensuite décapité les autres mafias locales : les parrains rivaux Nuvoletta et Alfieri sont aujourd'hui derrière les barreaux.

Un triomphe de l'État démocratique, bien entendu. Sauf qu'ensuite est apparue l'anarchie criminelle, la lutte pour s'emparer d'une ruelle, la sombre aspiration à occuper les espaces abandonnés par les perdants. La décentralisation administrative, elle aussi, est un progrès démocratique.

Malheureusement, comme l'indique le général Carlo Alfiero, chef de la DTA (Direction d'enquête antimafia), ce phénomène a favorisé « les organisations criminelles », qui ont conquis le plus facilement du monde le monopole des « services sociaux d'utilité publique » — environnement, hygiène, pompes funèbres. Pour les membres de la Camorra, cela signifie « distribuer richesse et emplois », donc « faire de nouveaux adeptes ou asseoir leur influence ».

La seule chose qui compte est de contrôler le territoire. Il suffit ensuite d'inventer les moyens de faire de l'argent : trafic de drogue, contrebande, prostitution, extorsion de fonds, combats de chiens, courses de chevaux et loto clandestins.

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier

The Boston Globe — The Miami Herald

Dur, dur, dur, faire de la politique aux É.-U.

Le plus brillant de la jeune génération des Kennedy jette l'éponge

Un Kennedy que ses électeurs considèrent, selon les sondages, comme un homme de valeur, Joseph P. II, abandonne son siège à la Chambre des représentants à Washington. Il le fait au moment où les mêmes sondages lui donnent toutes les chances d'obtenir l'investiture démocrate pour le poste de gouverneur du Massachusetts, et de battre l'actuel gouverneur républicain Paul Celluci.

La substantielle classe politique libérale du Mass s'en trouve chagrinée, mais le *Boston Globe* situe à un autre niveau le problème du départ de Joe Kennedy : un vague sentiment d'écoeurement croissant face à la vie politique conduit les meilleurs législateurs de l'ensemble de la classe politique américaine à partir.

Il est sûr que le burlesque de la Maison-Blanche ne fait rien pour améliorer le climat, mais il y a plus. Un collègue de Joe Kennedy, le représentant démocrate Martin Meehan, de Lowell, explique :

- Travailler au Congrès dans l'état des divisions politiques actuelles, c'est comme passer dans un tordeur. (La ligne de parti à Washington est faible et chaque membre doit, pour son image, justifier personnellement son vote sur chaque projet de loi.)
- Les campagnes de financement du parti, devenues quasi permanentes aux États-Unis, prennent du temps.
- Les exigences de la représentation occcupent les week-ends, sabotant la vie familiale.
- Enfin, on scrute de plus en plus intimement votre vie privée.

On part vite

Résultat, les gens se font élire, puis partent vite. Meehan, élu en 1992, fait déjà partie de la moitié supérieure de la Chambre en termes d'ancienneté.

Un universitaire, Norman Ornstein, s'est intéressé à l'accélération du renouvellement du personnel au Sénat et à la Chambre des représentants. Quatorze sénateurs (sur 100 que compte la Chambre haute) ont quitté leur poste durant la seule année 1996, le chiffre le plus élevé depuis au moins un demi-siècle. Et actuellement, 42 des 100 sénateurs en sont à leur premier mandat, ce qui ne constitue pas une très forte expérience collective.

Même phénomène à la Chambre des représentants : seulement 27 membres avaient quitté leur poste en 1990, ils étaient 65 en 1992, 48 en 1994 et 49 en 1996. Et 32 ont déjà fait savoir qu'ils partiront au terme de leur présent mandat.

Mais au-delà de ces chiffres en soi impressionnants, ce qui frappe Ornstein, c'est que ce sont surtout les gens de qualité qui abandonnent, ceux qui sont facilement capables de se trouver un boulot payant. Et vivable. La génération précédente était différente : l'oncle de Joe Kennedy, Edward, en est à son septième mandat et est troisième sur la liste d'ancienneté.

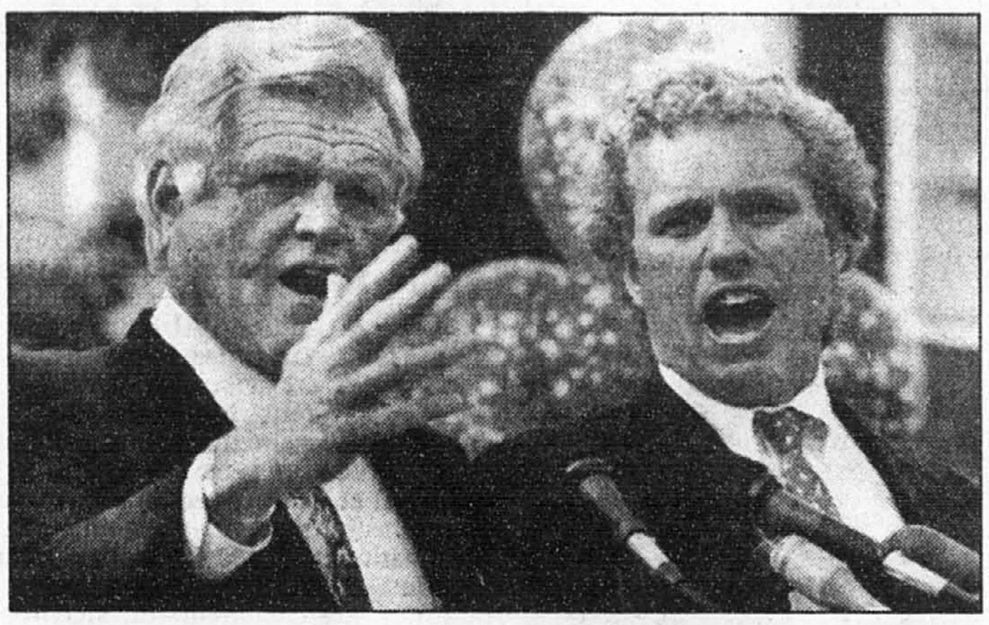


PHOTO REUTER

Joseph Kennedy II (à d.) et son oncle Edward.

Fut un temps où la carrière professionnelle constituait un tremplin vers la politique ; les meilleurs maintenant se servent d'un court passage en politique comme tremplin vers une carrière — en droit ou autrement — souvent plus lucrative, mais surtout plus paisible.

Un columnist du *Boston Globe* enchaîne sur ce thème. Le chroniqueur identifie « la tabloïdisation de la vie politique » au Massachusetts comme l'une des raisons du départ de Joe Kennedy, dont le nom, sans raison, a été traîné dans la boue à cause des frasques de son frère Michael.

Et le chroniqueur évoque l'envers de la médaille : le désintérêt médiatique pour les choses nobles de la politique. Témoin : une conférence substantielle prononcée début mars par Joe Kennedy, devant un auditoire distingué du Mass, sur le thème — crucial dans toutes les sociétés industrielles actuelles —de la difficile articulation des rapports entre l'école secondaire, les collèges et les besoins de l'entreprise privée, qui crée les emplois. L'exposé n'a à peu près reçu aucun écho.

Pourtant le Mass, avec Harvard, le MIT, entre autres, est un pôle dominant de toute la structure de l'enseignement supérieur aux États-Unis, voire dans le monde. Or, l'inscription de citoyens du Mass dans les collèges de cet État est de 38 % inférieure à la moyenne nationale.

Il y avait peut-être là, effectivement, matière à intéresser le peuple du Mass. Sauf qu'une certaine presse ne voit pas les choses du même oeil. Le jus est ailleurs.

« Journalisme d'enquête »

Le correspondant du *Miami Herald* à Washington raconte que lorsque l'éditeur du magazine *American Spectator* a voulu, en 1993, enquêter à fond sur Bill Clinton, il a donné un coup de fil au milliardaire de droite Richard Mellon Scaife (banques, pétrole, aluminium) qui lui a procuré les ressources nécessaires.

Dans les quatre années qui ont suivi, le *American Spectator* a touché 1,7 million en subventions de la fondation Scaife, pour faire enquête sur les travers de Bill Clinton comme gouverneur de l'Akansas.

Les livres de la fondation parlent pudiquement de subventions à *American Spectator* « pour des projets spéciaux ». Les livres du *American Spectator,* au chapitre des dépenses pour ces reportages, parlent de « frais juridiques ».

Rappelons que le *American Spectator* est le média qui a révélé que des policiers de l'Arkansas ont sollicité des femmes de petite vertu pour l'ex-gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, « événement » qui a fait surface dans l'affaire Paula Jones.

Le monde merveilleux des fondations américaines

Le mot « fondation » évoque plein de bonnes choses. Il y a celle des maladies du coeur, celle de l'oesophage peut-être, mais aussi, aux États-Unis en particulier, toutes sortes de patentes privées aux objectifs aussi variés que tout ce que charrie Internet.

Les fondations de la famille du milliardaire Richard Mellon Scaife par exemple, rapporte le correspondant à Washington du *Miami Herald,* ont dépensé quelque 200 millions depuis 1972 dans toutes sortes de projets chers aux conservateurs américains.

Les reportages du *American Spectator* sur les p'tites femmes de Bill en Arkansas étant tombés à plat, la fondation a subventionné *Accuracy in Media* qui, en 1994, a publié des annonces dans le *New York Times* et le *Washington Post* reproduisant des morceaux choisis de ces reportages.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. L'une de ces p'tites femmes, Paula Jones, poursuit Clinton et son avocat, Daniel Traylor, bénéficiera gratuitement de l'apport technique de la *Landmark Legal Foundation*... subventionnée par la *Scaife Foundation.* Les entrées de *Landmark* en 1995 : 909 000 $; les contributions touchées de *Scaife :* 440 000 $.

Et quand Gary Aldrich, ex-agent du FBI en fonction à la Maison-Blanche, voudra publier son livre *Unlimited Access,* sur les scandales de Clinton, il devra obtenir un visa à cet effet du Département de la justice, en raison de ses responsabilités antérieures. Ce qui signifie des frais d'avocat. Comme par hasard, la *Southeastern Legal Foundation* est là pour aider. Or *Southeastern Legal Foundation* touche des subventions de la *Scaife.*

Et quoi encore ? La *Scaife Foundation* a financé *Free Congress and Education Foundation* qui a fait paraître à Little Rock, en Arkansas, un panneau publicitaire demandant aux femmes présumément agressées par Bill Clinton de se faire connaître.

Bof ! Il y a aussi, sur la liste des subventions des fondations de la famille Scaife la *Federalist Society for Law ans Public Policy Studies,* dont le membership comprend, par exemple, le procureur spécial Kenneth Starr, ainsi que des avocats clés dans les causes impliquant Monica Lewinsky et Paula Jones, James Mmoody et George Conway III.

Mais tout ça est peut-être un effet du hasard puisque, note le reporter du *Miami Herald,* Scaife Foundation finance TOUTES les causes conservatrices.

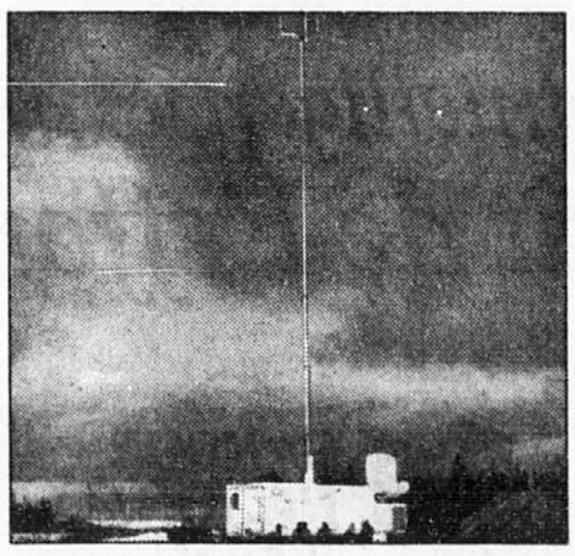
Mais encore. Le *Pittsburgh Tribune-Review,* propriété de Scaife, a mis un reporter d'enquête sur l'affaire du suicide de Vincent Foster, un proche de Clinton qui s'est suicidé en 1993. Le but : démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un suicide. Reportages faiblards de l'avis général, mais qui méritent à son auteur le premier « Prix du courage journalistique » attribué en 1996 par le *Western Journalism Center.* Or — non, non, non ! — le *Western Journalism Center,* de Sacramento, touche aussi des subventions... de la famille Scaife. Le centre a d'ailleurs publié dans le *Washington Times* des annonces reproduisant des articles du journaliste de Pittsburgh. Et des annonces dans le *New York Times* et autres publications prestigieuses leur reprochant de ne pas avoir donné suite aux reportages du gars de Pittsburgh. Plus que des subventions, le pain quotidien : le budget du *Western Journalism Center* en 1995, 501 318 $; la contribution d'une fondation Scaife, 230 000 $.

Et le libéral Joe Kennedy entretemps, là-bas dans le Mass, qui quitte son siège à la Chambre des représentants. Vraiment, on se demande pourquoi.

Los Angeles Times

Mao à gogo

■ Ce soir-là à Canton, on avait organisé un grand banquet pour le 65e anniversaire de Mao. Le président chinois en fut absent et y délégua sa femme, Jiang Qing, pour le représenter. Durant la soirée, Jiang partit à la recherche de son infirmière, pour finalement la retrouver dans un lit avec Mao. C'est l'historien Ross Terrill, auteur d'une biographie sur « Mao » et d'une autre sur « Madame Mao » qui raconte l'incident dans le *Los Angeles Times,* traçant un parallèle entre les situations difficiles faites à Jiang Qing et à Hillary Clinton. Les frasques sexuelles du Grand Timonier n'échappaient à personne de son entourage, y compris à Jiang, mais celle-ci a constamment défendu son mari, au point où Mao, aux prises avec des luttes de pouvoir, devait un jour confier à son médecin : « Jiang Qing est la seule à m'appuyer. » Officiellement, Hillary Clinton lit, dans les événements actuels « une vaste conspiration de la droite ». Jiang Qing avait cru déceler de son côté « une conspiration de la voie capitaliste ». Elle a toujours défendu férocement son volage de mari, en échange de quoi elle en est venue à exercer une influence réelle sur lui, qui fut manifeste lors de la célèbre Révolution culturelle.



The New York Times

Allô allô !

■ La téléphonie cellulaire est en pleine expansion aux États-Unis et on construit des tours partout pour améliorer les communications. Mais notre voisin le Vermont a décidé que l'État ne deviendrait pas une immense pelote d'épingles et mène le bal à l'échelle du pays contre la prolifération des tours, indique le *New York Times.* C'est la folie : 56 millions d'Américains sont maintenant munis de téléphones cellulaires et l'expansion de cette industrie a l'appui du gouvernement fédéral qui a autorisé l'aménagement d'ici 2005 de 125 000 points d'antenne couvrant tout le pays. La plupart de ces antennes se retrouvent sur les toits de grands bâtiments en milieux urbains, mais dans le cas d'un État plutôt rural comme le Vermont, on est obligé d'y construire des tours, sur les montagnes, ce qui heurte singulièrement la fierté que nourrissent les Vermontais à l'égard de leurs paysages. Mme Holly Fournier, qui mène le bal dans la ville de Charlotte, se défend d'être « antitechnologie », mais demande que l'emplacement des tours soit judicieusement choisi. Six cents villes américaines à ce jour ont imposé un moratoire contre les laides tours. Mais les sociétés de téléphone ont l'argent, et la loi fédérale de leur côté.

THE SUNDAY TIMES

Cyclope-vidéo

■ On a vu que des villes comme New York et Londres équipent leurs rues de caméras vidéo pour lutter contre tout, du trafic de la drogue au terrorisme et que votre binette de touriste risque de faire partie d'une jolie collection. On n'arrête pas le progrès et voici maintenant, révèle le *Sunday Times* de Londres, que les escouades à cheval de contrôle des foules pourront bientôt être équipées de minicaméras vidéo dont la lentille sera installée en plein centre du casque des policiers. Très utile, paraît-il, pour la collecte des preuves requises par les tribunaux. Et si l'expérience en cours marche, ont pourra installer les petits appareils sur les casques des policiers à moto, les casques des pompiers et ceux des ambulanciers. Pour la conservation des images, on a le choix : soit porter un petit appareil à la ceinture, soit émettre en sans-fil dans un rayon de trois kilomètres. Le système est anglais et le test se fait à la police de Cleveland. La lentille, presque invisible sur le casque, est de grand angle. Couleur ou noir et blanc, au choix. Le système comprend aussi un petit micro de forte puissance. Pratique pour les émeutes, dit la police de Cleveland. Pratique pour combattre les hooligans aux matches de foot, enchaîne la police londonienne.

THE WALL STREET JOURNAL.

Condo à dodo

■ Leurs voisins protestent avec véhémence, mais les propriétaires de ces condos luxueux construits en hauteur à North Vancouver restent résolument insensibles à leurs griefs. De fait, ces résidants sont morts et l'immeuble n'est rien d'autre qu'un imposant cimetière de cinq étages installé dans la ville. Un mausolée à frais partagés de cinq étages, avec vue imprenable sur le port de Vancouver, précise le *Wall Street Journal.* L'immeuble compte neuf étages, quatre étant souterrains. Il pourra accueillir 90 000 pensionnés perpétuels. Le constructeur, Alvin Mitchell, est aux anges : « Ce sera le plus haut, le plus vaste mausolée polyvalent d'Amérique du Nord. » Les proches pourront assister à la crémation des êtres chers sur le toit. On a prévu des espaces pour les catholiques, pour les bouddhistes, avec statues et brûleurs d'encens à l'avenant. Et une aile pour les militaires, ornée de médailles et d'armes pertinentes. « Un monument au mauvais goût », se plaignent quelque 1300 résidants environnant. « Macabre », juge l'un d'eux, évoquant les fumées qui s'échapperont du crématoire. Gênant aussi, avec ces incessants défilés mortuaires en périphérie. L'argument de Mitchell : le terrain est devenu cher, faut concentrer. Ailleurs ! répliquent les voisins. Au fond d'une mine abandonnée par exemple.

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

André Desmarais
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger D. Landry
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

Claude Masson
ÉDITEUR ADJOINT

Marcel Desjardins
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

Alain Dubuc
ÉDITORIALISTE EN CHEF

PHOTO RÉMI LEMÉE, *La Presse*

En secondaire IV, il avait un vieux professeur de chimie, bougon, malcommode, que personne n'aimait, sauf lui. « Il m'a fait comprendre comment on entre dans un champ de recherche : je venais de trouver le bonheur de la découverte ! »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 22 mars 1998

Judes Poirier

JEAN-PAUL SOULIÉ

Quand il a fait sa découverte sur la mutation génétique responsable de la forme sporadique de la maladie d'Alzheimer, en 1993, le Dr Judes Poirier avait tout juste 32 ans. Depuis, le jeune directeur du Centre McGill d'études sur le vieillissement, reconnu mondialement par ses pairs, a réussi à lancer, à partir de Montréal et de l'Université McGill, un produit auquel s'intéressent plusieurs dizaines de multinationales de l'industrie pharmaceutique, le DEPTH, une combinaison de tests génétiques. Les chercheurs de McGill se servent de la pharmaco-génétique pour assortir les différentes catégories de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer au médicament approprié.

Étoile montante de la recherche scientifique dans le domaine encore largement inconnu de la « neurogérontologie », le Dr Judes Poirier se voit décerner honneurs et prix à travers le monde. *La Presse* salue sa réussite en le nommant la **Personnalité de la semaine**.

« L'Université McGill me paie pour être chercheur, dit le Dr Poirier. J'enseigne seulement au niveau du doctorat, je suis un spécialiste. Ce qui me fascine, c'est la recherche, et ça depuis aussi longtemps que mes quinze ans. » En secondaire IV, il avait un vieux professeur de chimie, bougon, malcommode, que personne n'aimait, sauf lui. « Il m'a fait comprendre comment on entre dans un champ de recherche : je venais de trouver le bonheur de la découverte ! »

Le jeune débroussailleur de gènes, l'explorateur des neurones ravagés reconnaît d'ailleurs qu'il était un élève très moyen. « Rien d'exceptionnel dans mes études secondaires ! Mais la grande majorité des chercheurs ont été comme ça. En recherche, dix-neuf fois sur vingt, on se heurte à des échecs. Il faut y avoir été habitué. Vous savez, dans une classe, dit-il en riant, le milieu et l'arrière, les familiers des échecs, ce sont eux qui finissent en recherche ! Les premiers de classe deviennent professeurs. »

Des professeurs, l'étudiant Judes Poirier reconnaît en avoir eu qui l'ont marqué profondément. Après son bac en biochimie à l'Université de Montréal, il fait sa maîtrise et son doctorat en neurochimie à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, où il a comme maître le Dr André Barbeau, codécouvreur, dans les années 60, du traitement de la maladie de Parkinson. À la mort du célèbre neurologue, qu'il considère encore aujourd'hui comme son mentor, celui qui lui a réellement insufflé la passion de la science, c'est lui qui fermera les laboratoires de son patron. « J'étais le seul à avoir mis mon nez partout. Je voulais rester dans le domaine du vieillissement du cerveau. J'ai cherché, dans les revues scientifiques, dix des plus grands spécialistes, et je leur ai demandé, par écrit, quel domaine allait être le plus *hot* dans le vieillissement. Quatre m'ont répondu. Deux m'ont fait des offres, en me disant : "On n'avait jamais vu ça !" »

Sur les deux offres de « postdoc », le jeune Dr Poirier choisit un des hauts lieux de la « neurogérontologie », la University of Southern California, à Los Angeles. Son grand patron y sera le Dr Caleb Finch, une sommité avec qui il est toujours en rapport.

Le Dr Poirier se définit d'abord comme un biochimiste. « J'ai eu à choisir entre la médecine et la recherche. Il y a des médecins chercheurs. Moi, je ne voulais pas passer ma vie à tester des pilules. Je voulais les trouver ! » Son but immédiat : tenter de dégager des sous-groupes de la substance qu'il a découverte il y a trois ans, l'ApoE, dont la forme la plus « pointue » porte le numéro 4. Elle joue un rôle de transporteur de cholestérol vers les neurones. Son absence ou sa présence déterminent les sujets à risque plus ou moins grand de la maladie d'Alzheimer.

« Je ne voulais pas passer ma vie à tester des pilules. Je voulais les trouver ! »

Le champ d'action de la neurochimie est immense. « La plupart des maladies mentales sont partiellement génétiques, soutient le Dr Poirier. » Et il évoque l'idée de « susceptibilité ». « Un gène existe qui a besoin d'un facteur déclenchant, qui peut être environnemental, le stress, la dépression... » Et puis il y a cette barrière à laquelle semble se heurter l'humanité : les 120, 125 ans. « Il faut trouver le médicament qui va stimuler le cerveau, qui va lui permettre de se défendre. » Trouver le secret du vieillissement, en santé ou malade.

Né dans l'est de Montréal, fils d'un camionneur et le plus jeune d'une famille de trois enfants, le Dr Poirier est marié avec une secrétaire scientifique. « Très commode quand il s'agit de faire des demandes de subventions, dit-il en riant. » Le couple a deux enfants et vit dans les Basses-Laurentides. Si sa passion et son enthousiasme pour ses recherches sont toujours aussi vifs, le Dr Poirier ne cache pas que le fait d'avoir convaincu McGill de se lancer dans la commercialisation de sa découverte est une grande victoire. « Mes étudiants n'auront plus à s'expatrier aux États-Unis ou en Europe. Les emplois restent ici, et depuis que j'ai ouvert cette porte, neuf petites compagnies de biotechnologie sont nées. »

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

loto-québec · Hydro Québec · BANQUE NATIONALE il faut penser autrement · ALCAN

Salut Bonjour du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine

TVA